

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROGRAMME (RAP)

## A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES

### I. INFORMATIONS DE BASE

Référence du Projet P-BJ-IZ0-001	Titre du Projet Programme de développement des ressources humaines (PDRH)	Pays République du Bénin	
Instrument(s) de Prêt Prêt FAD		Secteur Secteur Social	Catégorie Environnementale II
Engagement Initial Prêt FAD 10 Millions UC	Montant Annulé	Montant Décaisser 8,28 Millions UC	% Décaissé Prêt FAD : 82,8% (Le paiement d'activités supplémentaires doit être décaissé)
Don FAT 2 Millions UC		2,00 Millions UC	
Emprunteur Gouvernement de la République du Bénin			
Organe(s) d'Exécution MPDEPP - CAG : Ministère de la prospective, du développement, de l'évaluation des politiques publiques et de la coordination de l'action gouvernementale			
Cofinanciers et Autres Partenaires Extérieurs Gouvernement 1,88 Millions UC, Crédit OPEP 5,58 Millions UC			

### II. DATES CLES

Note de Concept du Projet Approuvé par Com. Ops. NA	Rapport d'évaluation Approuvé par Com. Ops NA	Approbation par le Conseil d'Administration 15 mars 2000	
Restructuration(s) Ce projet n'a pas fait l'objet de restructurations, mais a bénéficié de 4 prorogations.			
	Date initiale	Date effective	Ecart en termes de mois [date effective-date initiale]
ENTREE EN VIGUEUR	août-00	17-déc.-2001	16 mois
REVUE A MI-PAROURS	2004 (2 ans après le début des activités)	une revue d'amélioration du portefeuille (Sector Portfolio Improvement Plan) a été effectuée en fev-07	36 mois
CLÔTURE	31-déc.-05	30-sept.-10	57 mois

### III. RESUME DES NOTES

CRITERES	SOUS-CRITERES	NOTES
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des Résultats	2
	Réalisation des Rendements	2
	Respect du Calendrier	1
	RENDEMENT GENERAL DU PROJET	2
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de Préparation	3
	Supervision	2
	PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE	2
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de Préparation	2
	Exécution	2
	PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR	2

### IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTIONS	A L'APPROBATION	A L'ACHEVEMENT
Directeur Régional	N/A	M. Janvier LITSE
Directeur Sectoriel	M. R. SPENCER	Mme Agnès SOUCAT
Chef de Projet	M. J.E PORGO	M. Massissou N. HATHOURA
Chef de l'équipe du RAP	N/A	M. Massissou N. HATHOURA
Membres de l'équipe du RAP	N/A	Un Architecte Consultant et une Consultante en Education

### B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

-sur quel défi du développement porte le projet,

-stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,  
-activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance, et  
-activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Veillez citer les sources concernées. Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

[300 mots au plus. Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet]

Défi de développement sur lequel porte le projet - Le projet a pour défi la réduction de la pauvreté, objectif principal du Plan d'orientation du Gouvernement. En 1998, 34% de la population souffrait de pauvreté monétaire; l'IDH (0,378) plaçait le Bénin au 145ème rang du classement mondial.

Défis sectoriels :

- i) Le secteur éducatif était marqué par i) le manque d'infrastructures au primaire en secteur rural et au secondaire, ii) une faible efficacité interne due au déficit en inspecteurs et aux lacunes de formation pédagogique des enseignants. Les dispositifs de formation professionnelle ne répondaient pas aux attentes des acteurs économiques.
- ii) Le secteur de la santé se caractérisait par une insuffisante couverture en infrastructures entraînant des lacunes relatives à la santé maternelle et infantile, et à la lutte contre le paludisme et le VIH/ SIDA.
- iii) Le développement communautaire était contraint par la fragilité éducative, économique, juridique et médicale des femmes.

Stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi - Le PDRH a visé, en amont, à remédier aux faiblesses institutionnelles des Ministères sectoriels en planification et suivi-évaluation (Santé, Education, Famille) et, en aval, aux problèmes d'infrastructures et services sur le terrain. Le programme était doublement intégré : i) synergies entre les différents domaines du développement humain (éducation, santé, genre, formation professionnelle); ii) sensibilisation de la planification des Ministères sectoriels aux besoins exprimés par les populations. La finalité a consisté à garantir l'accès des populations aux services de base définis comme le Minimum social commun (MSC).

Activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant année dernière- Les projets sociaux (4) représentent 21% du portefeuille actif et portent sur l'éducation (Education IV, 12 M UC), la santé (24,7 M UC), et la réduction de la pauvreté (11 M UC).

Activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet-

La BM intervient dans les domaines de i) la santé (88,8 M USD), ii) la réduction de la pauvreté (don de 30 M USD), et iii) l'éducation primaire (initiative Fast track). L'Union Européenne est impliquée dans le développement local (45 M € prévus sur la période 2008 -2010). Les bilatéraux (Allemagne - GTZ, Etats Unis - USAID, Belgique, Japon, France, Danemark) interviennent également dans le développement communautaire, la formation professionnelle et l'éducation primaire. Les PTF ont créé un mécanisme de concertation afin de de coordonner leur intervention dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Sources : Rapport d'évaluation, Rapports de supervision, Rapport de revue de portefeuille de mai 2010, Sites Internet de la BM et des coopérations bilatérales.

Contexte détaillé en Annexe 6

## C. OBJECTIF DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

### 1. Enoncer le(s) Objectif(s) de Développement du Projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)

L'objectif sectoriel du programme est de contribuer à réduire la pauvreté à travers le développement du capital humain. A cette fin, le programme vise les objectifs spécifiques suivants : i) le renforcement des capacités des structures ministérielles de la Santé, l'Education et de la Famille chargées des ressources humaines et de la planification ; et ii) l'accès des populations, notamment rurales, aux services de base.

### 2. Décrire les principales composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet

Le programme est sous-tendu par une approche intégrée du développement des ressources humaines dans les domaines de la santé, l'éducation, le genre, le développement social, la formation et l'emploi. Il vise à renforcer, en amont, les capacités des ministères et, en aval, les services et infrastructure garantissant le MSC. Le projet comprend les trois composantes suivantes :

#### Composante 1 - Renforcement institutionnel

Cette composante vise à renforcer les départements des Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale (MFSN), de l'Education et de la Santé (MS) afin qu'ils puissent répondre aux besoins des populations de base à travers la mise en œuvre du Mininum Social Commun. Les activités portent sur l'assistance technique, la formation, la construction et la fourniture de mobilier et d'équipements.

i) genre et développement : renforcement des capacités humaines (formation, assistance technique) du MFSN; dotation des directions de la communication et de la mobilisation sociale et la Direction de la programmation et de la prospective en équipements et mobilier.

ii) éducation : renforcement des capacités humaines et matérielles du Ministère de l'Education. Outre le corps des inspecteurs, les formations touchent la direction de la programmation et de la prospective (DPP) et la direction des ressources humaines (DRH). Les assistances techniques permettent l'élaboration d'une stratégie de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP), la mise en place d'un système statistique et l'élaboration d'une carte scolaire. La DRH est équipée en mobilier et matériel pour son fonctionnement.

iii) santé : renforcement des capacités humaines et matériels du MS : un programme de formation et d'assistance technique en planification, gestion suivi et évaluation appuie la direction de la programmation et de la prospective. L'OPEP finance la construction et l'équipement de la DRH du MS.

#### Composante 2 - Amélioration de l'accès des populations aux services de base

Les activités de cette composante visent à créer les conditions concrètes permettant aux populations de jouir du Minimum Social Commun. Ces activités portent sur la réalisation d'infrastructures dans les domaines sociaux, éducatifs / formation, et santé; sur l'acquisition d'équipement et de mobilier; ainsi que sur les formations.

i) développement communautaire : réalisation de salles de classe, de cantines scolaires, d'unités villageoises de santé, et de forages. Des matrones sont formées.

ii) genre et développement : construction / réhabilitation de Centres de Promotion Sociale (CPS), formation d'assistantes sociales et d'animatrices. Des campagnes de sensibilisation et de formation des populations particulièrement féminines sur le Code des personnes et de la famille (CDPF), la santé maternelle et infantile, le suivi nutritionnel, la santé environnementale, l'hygiène, le planning familial sont menées par des ONG et poursuivies par les relais communautaires préalablement formés.

iii) emploi et formation professionnelle : construction de 2 nouveaux centres d'apprentissage de 250 apprenants dotés d'internat de 100 places. Les centres sont destinés aux jeunes non scolarisés, déscolarisés, aux adultes, aux diplômés sans emploi et aux artisans. Une étude prospective sur l'emploi en milieu rural est conduite.

iv) santé : Sur financement de l'OPEP, le programme planifie la réhabilitation / construction de 23 Centres de Santé (CS). Outre la formation de ressources humaines médicales et paramédicales, le programme prévoit, dans le cadre du PNLP et du PNLS, une campagne de prévention intégrant le renforcement de capacités des relais médicaux et la sensibilisation par IEC. L'acquisition de kits de diagnostic et de matériel laboratoire est également prévu pour renforcer les capacités matérielles de la lutte contre le paludisme.

### Composante 3 - Exécution du programme

Cette composante vise à doter les structures impliquées dans l'exécution du programme des moyens nécessaires.

- i) Renforcement des capacités techniques : Le service des ressources humaines de la Direction Nationale du Plan et de la prospective (DNPP) du MPDEPP - CAG doit être renforcé à travers des assistances techniques dans le domaine de la gestion, l'audit, les passations de marché, le système comptable, et l'architecture et à travers une dotation en mobilier et équipements complémentaires. Les ministères techniques (Education, Santé, Famille, Plan) sont dotés de 4 véhicules permettant le suivi des activités.
- ii) Frais de fonctionnement divers, indemnités pour les coordinateurs sectoriels (Education, Santé, Famille, Plan) , le coordonnateur principal et le personnel support, ainsi que la location des bureaux.

3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les objectifs du projet sous trois angles : noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.

CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET		EVALUATION	NOTE
PERTINENTS	a) Pertinent au regard des priorités de développement du pays;	Le projet est pertinent par rapport Plan d'Orientation du Gouvernement, à la Déclaration de Politique de Population (DEPOLIPO 1996 -2016) qui a déterminé les axes stratégiques ultérieurement retenus dans le Document de stratégie de réduction de la pauvreté 2003-2005 à savoir : i) le développement des ressources humaines à travers notamment l'amélioration de l'accès des populations aux services de base : éducation (enseignement de base, secondaire, enseignement technique et formation professionnelle soutenant la diversification de l'économie), santé (santé de la reproduction, lutte contre le paludisme et le VIH/Sida), eau potable ; ii) le renforcement des capacités institutionnelles des ministères sociaux.	3

REALISABLES	b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions au projet et des délais envisagés.	<p>- Compte-tenu de la lenteur des procédures administratives au Bénin (délais de signature, goulots d'étranglement à la DNMP et à la CAA) pointées par l'ensemble des PTF, il aurait été préférable d'explorer la possibilité de fixer des dates butoir pour un traitement diligent des dossiers.</p> <p>- La complexité d'un projet multisectoriel (Santé, Education, Genre et Développement) repose sur de nombreux présupposés non acquis : i) la capacité de l'Unité de gestion de projet à coordonner les activités, ii) l'appropriation égale du projet par les 3 ministères sectoriels, iii) la coordination des activités entre les ministères sectoriels, tant au niveau central qu'au niveau des directions départementales afin de promouvoir les synergies entre les réseaux et infrastructures élaborés, iv) l'appropriation du projet par les collectivités locales, afin qu'elles puissent contribuer au bon fonctionnement et à l'intégration des services et des infrastructures.</p>	2
COHERENTS	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.	Le programme s'inscrit dans le DSP 1999-2001: la réduction de la pauvreté repose notamment sur l'investissement dans les secteurs sociaux en vue d'améliorer la scolarisation, l'accès aux services de santé de base, et la formation emploi et la situation de la femme. Ces actions doivent contribuer au renforcement du capital humain en vue de mieux répondre aux besoins du marché du travail et à l'amélioration de la condition de la femme	3
	d) Conforme aux priorités générales de la Banque.	Le programme s'inscrit dans la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le Développement, en soutenant la lutte contre la pauvreté (OMD1), la scolarisation primaire pour tous (OMD2), l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes (OMD3), la réduction de la mortalité infantile (OMD4) et maternelle (OMD5). Plus particulièrement, le programme est conforme aux priorités du Plan d'Action Genre de la banque (2004-2007 et 2009-2011), aux Stratégies de lutte contre la malaria et le VIH/Sida (OMD6) (renforcement des capacités des réseaux décentralisés et des unités communautaires, campagnes de sensibilisation, dépistage).	3

4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les principales composantes du projet, les principales activités de chaque composante et les résultats et rendements attendus, ainsi que les indicateurs de mesure de la réalisation des rendements. Vous pouvez créer des rangées supplémentaires pour les composantes, activités, résultats ou rendements, si nécessaire.

COMPOSANTES	ACTIVITES	RESULTATS	RENDEMENTS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
-------------	-----------	-----------	---------------------	-----------------------

Composante 1 - Renforcement institutionnel	Activité 1- Genre et développement Renforcement de capacités du MFSN / Equipement et Mobilier	Résultat 1- acquisition de mobilier et équipements pour la Direction de la communication et de la mobilisation sociale, et la DPP -	Rendement 1 -Le MFSN est doté de capacités matérielles renforcées	- réception des équipements
	Activité 2 - Genre et développement Renforcement de capacités du MFSN / Formation / assistance technique	Résultat 2- - Formation de 2 agents en planification du développement, 3 en genre/développement, 3 en économie coopérative, 5 en IEC et mobilisation sociale ; - Assistance technique i) 60P/M pour la planification des activités du MFSN; ii) 36P/M pour la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques sociales	Rendement 2 - Le MFSN est doté de capacités humaines renforcées, il dispose d'un cadre d'intervention assorti d'un plan de suivi-évaluation, et de statistiques sociales désagrégées selon le genre	- statistiques sociales - réalisation des formations - rapports d'assistance technique
	Activité 3 - Education Formation / Renforcement des capacités matérielles	Résultat 3 - - Equipements et mobiliers pour la DRH	Rendement 3 - Les capacités matérielles du MENRS sont renforcées	- réception des équipements
	Activité 4 - Education Formation / Renforcement des capacités humaines	Résultat 4 - - Formation de i) 24 inspecteurs du secondaire, ii) DPP : 3 agents en planification de l'éducation, 4 en statistiques, iii) DRH : 16 agents dans le domaine de l'archivage, 16 en élaboration, exécution et contrôle budgétaire, 10 en techniques administratives et 3 en gestion des ressources humaines; - Assistance technique pour i) la définition de la politique de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP) à travers la réalisation d'un schéma directeur du sous - secteur, ii) pour mettre en place un système de collecte, de traitement efficace et de diffusion des statistiques scolaires (60 P/M) et l'élaboration de la carte scolaire	Rendement 4 - - Les capacités humaines du MENRS sont renforcées, - Le MENRS dispose d'un plan stratégique en matière d'ETFP - Le MENRS dispose d'un système statistique de collecte, traitement, diffusion, et d'une carte scolaire permettant une répartition géographique équitable des écoles et enseignants en fonction des effectifs.	- réalisation de la carte scolaire - élaboration de la politiques de formation technique et professionnelle (ETFP) - mémoires de fin d'études des inspecteur - mise en place d'un système statistique de collecte

	Activité 5 - Santé / Construction et équipement	Résultat 5 - - Construction et équipement de la DRH du MS sur fonds OPEP	Rendement 5 - La construction de la DRH accroît l'efficacité du ministère	- Bâtiment construit
	Activité 6 - Santé / Renforcement de capacités	Résultat 6 - - Formation de 24 agents de la DPP en conception, planification, suivi, évaluation et coordination des activités - Assistance technique de 12P/M pour les activités de conception, planification, suivi, évaluation et coordination des activités.	Rendement 6 - - Le MS est doté de capacités humaines renforcées, - Le MS dispose d'un cadre d'intervention assorti d'un plan de suivi-évaluation	- demander le plan de suivi-évaluation élaboré grâce à l'assistance technique
Composante 2 - Amélioration de l'accès des populations aux services des bases	Activité 1 - Développement communautaire / infrastructure	Résultat 1 - - Construction et équipement de 51 salles de classe et 10 cantines scolaires - Réalisation et équipement de 20 unités villageoises de santé (UVS) et 10 forages ; activités exécutées dans les départements de l'Atlantique, de l'Atacora, du Borgou, et du Zou.	Rendement 1 - - Les infrastructures et les formations permettent l'accès au Minimum Social Commun (MSC) : l'accès aux centres de santé est inférieure à 5 km - Les cantines scolaires améliorent la situation nutritionnelle des enfants	dans les zones cibles du projet - nombre salles construites - nombre de cantines construites - proportion des élèves bénéficiant de cantine dans les zones cibles - éloignement au centre de santé - nombre d'UVS - nombre de forages et éloignement
	Activité 2 - Développement communautaire / formation	Résultat 2 - Formation de 20 matrones	Rendement 2 - Baisse de la mortalité maternelle et infantile, maîtrise de la démographie	- taux de mortalité maternelle et infantile dans les zones du projet

	<p>Activité 3 - Genre et développement / construction</p>	<p>Résultat 3 -</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction / réhabilitation de 8 CPS dans l'Atlantique, le Borgou, l'Ouémé, et le Zou</li> </ul>	<p>Rendement 3-</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les capacités des femmes à participer au développement sont renforcées à travers l'amélioration de leurs conditions au plan éducatif, économique, sanitaire et juridique. Environ 4800 femmes supplémentaires fréquentent les CPS et environ 5000 enfants sont suivis sur le plan nutritionnel.</li> <li>- La réalisation des CPS permet aux femmes d'approfondir leurs connaissances en gestion des micro-crédits qui leur sont octroyés.</li> </ul>	<p>- % des enfants souffrant de malnutrition dans les régions ciblées</p>
	<p>Activité 4 - Genre et développement / Formation, Adoption et sensibilisation au code des familles</p>	<p>Résultat 4 -</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recyclage de 30 assistantes sociales et formation de 30 animatrices en économie familiale et sociale, hygiène, santé maternelle et infantile (SMI), planning familial, et santé environnementale</li> <li>- Adoption par l'Assemblée nationale du Code des personnes et de la famille au plus tard en août 2002</li> <li>- Campagne de sensibilisation et de formation des populations et particulièrement les femmes (2 millions) sur le droit des femmes, le code des personnes et de la famille, le SMI, la nutrition, l'hygiène, le planning familial par des ONGs et poursuivies par 250 relais communautaires formés</li> </ul>	<p>Rendement 4 -</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le droit des femmes, des personnes et de la famille est appliqué de sorte que la femme et la famille sont mieux protégées.</li> <li>- Les UCD deviennent des acteurs de premier plan pour l'amélioration du bien-être social</li> </ul>	<p>- nombre de personnes touchées</p>

<p>Activité 5 - Emploi et formation professionnelle / construction et équipement</p>	<p>Résultat 5 - - Construction et équipement de 2 nouveaux centres d'apprentissage à Niki et à Pahou (capacité d'accueil de 250 apprenants dont 100 en internat) pour assurer une formation professionnelle aux jeunes non scolarisés, déscolarisés, aux adultes sans emploi et artisans. Spécialisations : i) Nikki : broderie, tissage, teinture, maroquinerie, élevage de bovins, pisciculture, culture végétale; ii) Pahou : froid, climatisation, plomberie, ferronnerie d'art, soudure, construction métallique, élevage et culture végétale. - Frais de fonctionnement des centres assurés par l'Etat, les collectivités locales, les associations, les recettes provenant de la production des centres et de la participation des frais de formation des jeunes</p>	<p>Rendement 5 - Les centres de formation permettent de répondre aux demandes du secteur productif. L'accès des jeunes non scolarisés et déscolarisés bénéficiaires de ces formations est facilité. Environ 500 jeunes supplémentaires sont formés chaque année.</p>	<p>- proportion des femmes sur l'effectif total - taux sexospécifique de réussite à l'examen final - taux sexospécifique d'abandon - pourcentage de formés accédant à l'emploi dans les 6 mois après la fin des études - plans stratégiques des établissements ainsi que les rapports d'activité</p>
<p>Activité 6 - Emploi et formation professionnelle / Formation et assistance technique</p>	<p>Résultat 6 - - Recyclage des formateurs - Assistance technique de 6 P/M pour la réalisation de l'étude prospective sur l'emploi en milieu rural</p>	<p>Rendement 6 - - Les formations sont de qualité, le taux d'abandon est faible. - L'étude sur l'emploi au milieu rural affine le cadre stratégique de l'EFTP</p>	<p>- taux sexospécifique d'abandon - taux de réussite à l'examen - réalisation de l'étude</p>

<p>Activité 7 - Emploi et formation professionnelle / Fonds d'insertion</p>	<p>Résultat 7 - Un fonds d'insertion (350 M FCFA =0,41 M UC) permet l'installation des sortants des centres d'apprentissage. Chaque sortant dispose d'une enveloppe de 700000 FCA, dont 600000 FCFA sous forme de prêt pour l'acquisition des outils et matériels de base indispensables pour entreprendre des activités productives. Les sortants doivent d'acquitter de 100000 FCFA de frais de formation. Critères de sélection: viabilité/ rentabilité des projets, priorité accordée aux bénéficiaires rassemblés en groupements et aux femmes. Fonds géré par la FECECAM. Suivi assuré par : la Direction du développement professionnel, la Coordination des initiatives et projets d'emplois nouveaux (CIPEN), la CAA.</p>	<p>Rendement 7 - Le fonds d'insertion améliore le taux d'accès à l'emploi: 500 jeunes développent des activités productives.</p>	<p>- 500 jeunes développent des activités productives  - pourcentage de femmes bénéficiaires  - taux de survie des microentreprises créées à 3 ans par filières  - plan stratégique du fonds d'insertion</p>
<p>Activité 8 - Education</p>	<p>Résultat 8 -  - Construction et équipement de 150 salles de classes primaires (dans les départements de l'Atacora, Borgou, Mono) et 4 CEG (4 salles chacun dans les départements de l'Atacora, Borgou, Atlantique, Mono)  - Construction et équipement d'un foyer de jeunes filles à Ouidah afin d'améliorer la scolarisation des filles au secondaire</p>	<p>Rendement 8 - La construction d'infrastructures augmente le TBS dans les régions ciblées de sorte que les inégalités régionales sont réduites  - Environ 9045 élèves supplémentaires sont admis annuellement dans les écoles primaires  - Environ 650 élèves supplémentaires sont admis annuellement dans les collèges  - le TBS au primaire passe de 75,8% en 1998 à 85,5% en 2004 (le TBS des filles de 59,7% à 69,5%)  - le TBS au secondaire passe de 14,6% en 1998 à 20% en 2004 ; TBS des filles de 9,24% à 13% en 2004).</p>	<p>dans les régions cibles  - Rapport filles / garçons dans l'enseignement primaire, secondaire  - TBS général et sexospécifique au primaire et au secondaire</p>

	Activité 9 - Santé	Résultat 9 - (financement OPEP) - construction / réhabilitation et équipement de 23 centres de santé dont 5 CSSP et 18 CCS (départements Mono, Atlantique, Atacora) - protocole d'accord certifiant l'engagement de l'OPEP	Rendement 9 - La construction de centres de santé permet une amélioration des indicateurs de santé (mortalité infantile et maternelle). L'intervention du programme sur les plans éducatifs, sanitaires et juridiques permet une maîtrise de la démographie, une baisse de la mortalité maternelle et infantile accordant aux femmes une part importante dans le processus d'amélioration de la vie des ménages.	dans les régions cibles - Taux de mortalité maternelle et infantile - Proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié
	Activité 10 - Santé formation	Résultat 10 - Formation de 36 agents para-médicaux et 60 agents d'hygiène à l'INMES, 20 responsables des centres de l'AOMPCS formés à l'Institut national médico social (INMES) - Lutte contre le paludisme : 268 agents de santé, 200 relais communautaires, 20 techniciens de laboratoires formés. Centres de santé dotés de 77 kits de diagnostic et 24 kits de matériel de laboratoire; productions de support d'IEC : 1000 affiches sur le coma, les moustiquaires, la chimioprophylaxie - Lutte contre le Sida : 200 relais communautaires formés (zones touchées Dogbo, Djakotomey, Lokossa, Aplahoué, Savalou), supports IEC 10000 plaquettes et 10 émissions par an en langues nationales	Rendement 10 - La formation de ressources humaines des centres de santé permet une amélioration des indicateurs. - sur le total des consultations, le taux de consultations pour le paludisme passe de 34% en 1998 à 20% en 2004 - sur le total de transmission VIH/Sida, le taux de transmission par voie sexuelle de 92% à 40%.	- taux de consultations pour le paludisme - taux de transmission par voie sexuelle du VIH/Sida
Composante 3 - Exécution du programme	Activité 1- Renforcement de capacités	Résultat 1 - Assistance technique : 60P/M pour l'administrateur gestionnaire, 20P/M pour l'audit des comptes, 60P/M pour les passations de marchés, 10P/M pour la mise en place d'un système comptable 60P/M pour l'architecte - Réalisation de l'audit des comptes du projet	Rendement 1- - Le renforcement des capacités techniques de la cellule d'exécution du projet permet la réalisation correctement les activités; - La cellule produit des rapports trimestriels, annuels et d'achèvement; - La gestion financière du projet est conforme aux règles de la banque.	- réalisation des rapports d'activité et d'achèvement

	Activité 2 - Fonctionnement	Résultat 2 - - Equipement mobilier et matériel complémentaires achat de 4 voitures pour les ministères (Education, Santé, Famille, Plan) - Salaires des coordonnateurs sectoriels (Education, Santé, Famille, Plan), du Coordonnateur principal, salaires personnel de bureau (2 secrétaires, 6 chauffeurs, un planton), frais de location des bureaux	Rendement 2- - Les coordonnateurs sectoriels ainsi que la cellule d'exécution effectuent un travail de gestion et de suivi/évaluation impliquant des visites sur le terrain	- nombre de mission de supervision - réalisation des rapports d'audit
--	--------------------------------	--	--	--

5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.

CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		EVALUATION	NOTE
LOGIQUE	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	Le cadre logique est très lacunaire. L'enchaînement causal composante / activité / résultat / rendement n'est pas détaillé. Le document n'approfondit pas les conditions nécessaires à la pérennisation des activités financées.	1
MESURABLE	b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.	Le document d'évaluation propose quelques indicateurs destinés à mesurer l'impact du projet. Ces indicateurs doivent avoir une cible, être mesurables, spécifiques, lisibles, et si cela est pertinent, sensibles au genre. (justification à l'Annexe 6)	2
DETAILLE	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	3 risques identifiés : 1) difficulté de coordination d'un programme faisant appel à 5 ministères, 2) retard de décaissement de la contrepartie, 3) difficulté de mettre le personnel nécessaire au fonctionnement des infrastructures réalisées. Ces risques ont réellement affecté le projet. Deux risques n'ont pas été mentionnés bien qu'ils aient entraîné des retards : i) la faiblesse des entreprises locales de bâtiment; ii) les lourdeurs administratives.	2

## D. RESULTATS ET RENDEMENTS

### I. RESULTATS OBTENUS

Dans le tableau ci-dessous, évaluer pour chaque principale activité, les réalisations par rapport aux résultats prévisionnels, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Calculer les notes pondérées en proportion approximative du coût des activités du projet. La somme des notes pondérées s'affichera automatiquement et correspondra à la somme des notes pondérées. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

PRINCIPALES ACTIVITES		Note de l'évaluation	Proportion des Coûts du Projet en pourcentage (ainsi que mentionné dans le rapport d'évaluation)	Note pondérée (généré automatiquement)
Résultats Attendus	Résultats Obtenus			
Composante 1 Résultat 1 - Acquisition de mobilier et équipements pour la Direction de la communication et de la mobilisation sociale, et la DPP	Equipement et mobilier acquis	4	1,56	0,06
Composante 1 Résultat 2 - - Formation de 2 agents en planification du développement, 3 en genre/développement, 3 en économie coopérative, 5 en IEC et mobilisation sociale ; - Assistance technique i) 60P/M pour la planification des activités du	- Formations i) 13 formations ont été réalisées : 3 agents en économie coopérative à l'Institut Supérieur Panafricain d'Economie Coopérative (ISPEC) durant 3 ans, 3 en genre et développement, planification et développement et mobilisation sociale, 2 en planification du développement, 5 en IEC et mobilisation sociale. ii) 2 voyages d'études ont été réalisés au Mali et au Burkina et ont porté sur la gestion de la cité dans le contexte de la	3	4,13	0,12

MFSN; ii) 36P/M pour la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques sociales	décentralisation (10 personnes) et la gestion d'un système d'épargne et crédit (7 personnes). - Assistance technique Mise en place par la firme IDECOM du Système d'Information Sociale selon le Genre. Cette activité non prévue a nécessité un financement additionnel de 116 723 500 F CFA qui a été soumis à la BAD sur requête de la coordination principale			
Composante 1 Résultat 3 Equipements et mobiliers pour la DRH	DRH dotée des équipements et mobilier	4	0,01	0,00
Composante 1 Résultat 4 - - Formation de i) 24 inspecteurs du secondaire, ii) DPP : 3 agents en planification de l'éducation, 4 en statistiques, iii) DRH : 16 agents dans le domaine de l'archivage, 16 en élaboration, exécution et contrôle budgétaire, 10 en techniques administratives et 3 en gestion des ressources humaines; - Assistance technique pour i) la définition de la	- Formation de i) 24 inspecteurs de l'enseignement secondaire à l'INFRE suite à un changement de mode d'acquisition approuvé par la Banque; ii) 3 agents dont 2 à l'IIEP, iii) 16 agents en archivage, iv) 4 en statistiques au Canada, v) 10 en technique administrative; vi) 3 en gestion RH a Canada. Les agents formés à l'étranger sont exclusivement masculins, les femmes bénéficiaires de formations au Bénin sont minoritaires. - Assistance technique i) schéma directeur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle réalisé par TECSULT : le schéma reste très généraliste et constitue davantage une méthodologie globale qu'une analyse approfondie de la situation béninoise ; ii) système de collecte, de	3	7,45	0,22

politique de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP) à travers la réalisation d'un schéma directeur du sous - secteur, ii) pour mettre en place un système de collecte, de traitement efficace et de diffusion des statistiques scolaires (60 P/M) et l'élaboration de la carte scolaire	traitement et de diffusion des données mis en place, carte scolaire expérimentale pour la région Abomey Calavi élaborée. Cadres des ministères formés.			
Composante 1 Résultat 5 - Construction et équipement de la DRH du MS sur fonds OPEP	La construction de la Direction des Ressources Humaines du Ministère de la santé, prévue sur fonds OPEP, a été reportée sur le Programme d'Investissement Public (PIP) 2009. Cependant, la tension actuelle sur les ressources publiques diffère les investissements.	1	0,02	0,00
Composante 1 Résultat 6 - - Formation de 24 agents de la DPP en conception, planification, suivi, évaluation et coordination des activités - Assistance technique de 12P/M pour les activités de conception, planification, suivi,	- Formation de 28 agents en planification, programmation et budgétisation et suivi (PPBS) par AFRIQUE ETUDES réalisée. - Assistance technique au MS pour la conception, la planification et la coordination des activités du sous-secteur réalisée par IDECOM mais peu appropriée.	3	1,20	0,04

évaluation et coordination des activités.				
Composante 2 Résultat 1 - - construction et équipement de 51 salles de classe et 10 cantines scolaires - la réalisation et équipement de 20 unités villageoises de santé (UVS) et 10 forages ; activités exécutées dans les départements de l'Atlantique, de l'Atacora, du Borgou, et du Zou	- Sur les 51 salles de classe prévues, 33 ont été réceptionnées dans les 12 départements du territoire national. Sur les 10 cantines scolaires prévues, 2 ont été réceptionnées. Les lacunes sont à mettre au compte de la défaillance d'une entreprise. - Sur 20 Unités Villageoises de Santé (UVS) programmées, 14 ont été réceptionnées. - Sur les 10 forages prévus à l'évaluation, 5 ont été réalisés.	2	5,07	0,10
Composante 2 résultat 2 - Formation de 20 matrones	La formation des matrones a été remplacée par la formation de 40 agents villageois de santé (AVS) pour faire fonctionner les UVS.	3	0,12	0,00
Composante 2 Résultat 3 - - construction / réhabilitation de 8 CPS dans l'Atlantique, le Borgou, l'Ouémé, et le Zou	- Construction : 8 Centres de Promotion Sociale (CPS) ont été réceptionnés provisoirement en août-septembre 2009 dans les villes de Abomey (Zou), Aplahoué (Couffo), Athiémé (Mono), Zè (Atlantique), Kopargo (Donga), Natitingou (Atacora), Pèrèrè (Borgou) et Kandi (Alibori). Les zones d'implantation du projet ne correspondent qu'en partie aux zones cibles initiales. Les constructions sont de faible qualité, l'assainissement n'a pas	2	4,80	0,10

	<p>été réalisé; les chantiers ne sont pas nettoyés. Les CPS ne sont pas reliés au réseau électrique et ne comportent pas nécessairement un accès à l'eau.</p> <p>- Equipements livrés, excepté le matériel roulant suite à la révision des prix demandée par l'entreprise adjudicataire dans le contexte de la crise financière</p>			
<p>Composante 2</p> <p>Résultat 4 -</p> <p>- Recyclage de 30 assistantes sociales et formation de 30 animatrices en économie familiale et sociale, hygiène, santé maternelle et infantile (SMI), planning familial, et santé environnementale</p> <p>- Adoption par l'Assemblée nationale du Code des personnes et de la famille au plus tard en août 2002</p> <p>- Campagne de sensibilisation et de formation des populations et particulièrement les femmes (2 millions) sur le droit des femmes, le code des personnes et de la famille, le SMI, la nutrition, l'hygiène, le planning familial par</p>	<p>- Formations initialement prévues remplacées par des ateliers jugés plus pertinents en i) économie familiale, nutrition et puériculture au bénéfice de 22 animatrices sociales, ii) collecte et traitement des données statistiques à l'intention de 21 techniciens sociaux, et iii) réadaptation à base communautaire au profit de 15 contrôleurs de l'action sociale</p> <p>- Code des personnes et de la famille adopté le 24 août 2004 soit avec 2 ans de retard</p> <p>- Réalisation des campagnes de sensibilisation au Code : 78 techniciens sociaux, 47 hommes de médias et 85 leaders d'opinion</p> <p>- Formation de 241 relais communautaires pour sensibiliser les populations au Code, à l'hygiène, au paludisme, au VIH/sida, à la santé de la reproduction...</p>	3	2,25	0,07

des ONGs et poursuivies par 250 relais communautaires formés				
<p>Composante 2</p> <p>Résultat 5 -</p> <p>- Construction et équipement de 2 nouveaux centres d'apprentissage à Niki et à Pahou (capacité d'accueil de 250 apprenants dont 100 en internat) pour assurer une formation professionnelle aux jeunes non scolarisés, déscolarisés, aux adultes sans emploi et artisans.</p> <p>Spécialisations : i) Nikki : broderie, tissage, teinture, maroquinerie, élevage de bovins, pisciculture, culture végétale; ii) Pahou : froid, climatisation, plomberie, ferronnerie d'art, soudure, construction métallique, élevage et culture végétale.</p> <p>- Frais de fonctionnement des centres assurés par</p>	<p>- Le centre de Nikki est réceptionné, le mobilier livré et les équipements doivent être acheminés fin septembre. Il souffre néanmoins de difficultés d'opérationnalisation : i) l'ensemble des infrastructures n'ont pas été réalisées, pour cause de manque de ressources financières. L'internat n'a pas été édifié de sorte que le centre perd sa vocation régionale ; ii) le centre n'est pas raccordé aux réseaux d'eau et d'électricité. La solution envisagée est de pourvoir le centre d'un groupe électrogène et d'effectuer des forages sur financement national; iii) Retard dans la publication du test administré par la Direction du recrutement des agents de l'Etat (DRAE) du ministère de la fonction publique).</p> <p>- Le centre de Pahou est inachevé (taux de réalisation à 85%) ; le mobilier est livré sur les sites et réceptionné, les équipements sont livrés sur un site extérieur.</p> <p>- Equipement : le matériel roulant n'a pas été acquis suite à la révision des prix suite liée à la crise financière</p>	1	8,39	0,08

<p>l'Etat, les collectivités locales, les associations, les recettes provenant de la production des centres et de la participation des frais de formation des jeunes</p>				
<p>Composante 2 Résultat 6 - - Recyclage des formateurs - Assistance technique de 6 P/M pour la réalisation de l'étude prospective sur l'emploi en milieu rural</p>	<p>- Programmes et formation Elaboration de 7 programmes et formation de 18 formateurs réalisée par CANATEC. Les programmes des CM ont été adaptés à l'environnement économique local. Le centre de Pahou prépare aux métiers de construction métallique, froid, climatisation et plomberie, tandis que le centre de Nikki prépare aux métiers de couture, broderie, pisciculture, maroquinerie et tissage. - Assistance technique Etude sur l'emploi en milieu rural réalisée par le bureau Bénin Consulting Group (BeCG)</p>	<p>3</p>	<p>4,33</p>	<p>0,13</p>
<p>Composante 2 Résultat 7 - Un fonds d'insertion (350 M FCFA =0,41 M UC) permet l'installation des sortants des centre d'apprentissage. Chaque sortant dispose d'une enveloppe de 700000 FCA, dont 600000 FCFA sous forme de</p>	<p>Alors que le fonds devait être géré par la FECECAM, le gouvernement a demandé un changement de prestataire et signé une convention avec le PADME (Programme d'appui au développement des micro-entreprises) dont la mission est conforme à la gestion dudit fonds. En attendant la sortie des formés des centre de Pahou et Nikki, la Banque a donné son autorisation pour l'octroi de crédits d'équipement aux artisans</p>	<p>1</p>	<p>2,80</p>	<p>0,03</p>

<p>prêt pour l'acquisition des outils et matériels de base indispensables pour entreprendre des activités productives. Les sortants doivent d'acquitter de 100000 FCFA de frais de formation. La priorité sera réservée aux femmes. Le fonds est géré par la fédération des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel. Suivi assuré par : la Direction du développement professionnel, la Coordination des initiatives et projets d'emplois nouveaux (CIPEN), la CAA</p>	<p>compétents (74 artisans sélectionnés). Cependant, le PADME n'a pas communiqué son plan d'action annuel à la BAD pour la finalisation du paiement. Le fonds d'insertion n'est donc pas mis en vigueur. Le taux de crédit proposé au PADME semble trop bas.</p>			
<p>Composante 2 Résultat 8 - - Construction et équipement de 150 salles de classes primaires (dans les départements de l'Atacora, Borgou, Mono) et 4 CEG (4 salles chacun dans les départements de l'Atacora, Borgou, Atlantique, Mono) - Construction et équipement d'un foyer de jeunes filles</p>	<p>- Sur les 150 salles de classe prévues pour l'enseignement primaire, 138 réceptionnées. Cependant, les plans d'aménagement des sites ont été réduits compte tenu de la baisse de l'enveloppe financière disponible - Foyer de jeunes filles de Ouidah réalisé mais réduit par rapport aux schémas initiaux : sur les 300 places prévues, 150 ont été réalisées; l'assainissement (VRD) n'a pas été effectué, les logements de la directrice et de la surveillante ont été supprimés. - CEG construits à Kandi (Alibori),</p>	<p>2</p>	<p>19,76</p>	<p>0,40</p>

<p>à Ouidah afin d'améliorer la scolarisation des filles au secondaire</p>	<p>Kotopounga (Atacora), Oungbègamè (Zou) et Azové (Couffo) : modules de 4 classes, 2 laboratoires, logement de gardien. Cependant, certains éléments tels que la clôture, et 4 terrains de sport (football, handball, basketball, volleyball) ont été supprimés. Bien que ces équipements aient été programmés sur le PIP, la pénurie des ressources publiques a différé ces investissements. Ces travaux ont également souffert de retards. - Mobilier et équipement réceptionné</p>			
<p>Composante 2 Résultat 9 (financement OPEP) - Protocole d'accord certifiant l'engagement de l'OPEP - Construction / réhabilitation et équipement de 23 centres de santé dont 5 CSSP et 18 CCS (départements Mono, Atlantique, Atacora)</p>	<p>- Protocole de l'OPEP communiqué - Sur les 23 centres de santé prévus sur le fonds OPEP, les travaux de 9 centres de santé ont été abandonnés, 3 n'ont pas démarré. L'entreprise Dyjesck a commencé les travaux sur ses fonds propres sans avance de démarrage. Le Gouvernement a sollicité une réallocation du fonds OPEP afin de financer l'exécution de ce marché. CS construits dans l'Atacora-Donga, le Mono-Couffo et l'Atlantique-Littoral comme prévu dans le rapport d'évaluation. - Mobilier et équipement réceptionné.</p>	<p>2</p>	<p>22,52</p>	<p>0,45</p>

<p>Composante 2  Résultat 10  - Formation de 36 agents paramédicaux et 60 agents d'hygiène à l'INMES, 20 responsables des centres de l'AOMPES formés à l'Institut national médico social (INMES)  - Lutte contre le paludisme : 268 agents de santé, 200 relais communautaires, 20 techniciens de laboratoires formés. Centres de santé dotés de 77 kits de diagnostic et 24 kits de matériel de laboratoire; productions de support d'IEC : 1000 affiches sur le coma, les moustiquaires, la chimioprophylaxie  - Lutte contre le Sida : 200 relais communautaires formés (zones touchées Dogbo, Djakotomey, Lokossa, Aplahoué, Savalou), supports IEC 10000 plaquettes et 10 émissions par an en langues nationales</p>	<p>Formation  - 36 agents paramédicaux (12 infirmiers diplômés d'Etat, 12 sages Femmes diplômées d'Etat, 12 techniciens de laboratoire), et des 60 agents d'hygiène, 20 responsables des centres de l'AOMPES formés  - appui au PNLS et au PNLP pour une durée de 6 mois</p> <p>Les formations réalisées sur fonds de la contrepartie n'ont pas été réalisées : soit celle de 200 relais communautaires, de 268 agents de santé et 20 techniciens de laboratoire</p> <p>Equipement  Les équipements des centres de santé ont été livrés.</p>	<p>2</p>	<p>2,79</p>	<p>0,06</p>
---	--	----------	-------------	-------------

<p>Composante 3 Résultat 1 - Assistance technique : 60P/M pour l'administrateur gestionnaire, 20P/M pour l'audit des comptes, 60P/M pour les passations de marchés, 10P/M pour la mise en place d'un système comptable 60P/M pour l'architecte</p>	<p>Assistance technique en gestion et administration, passation des marchés, et en génie civil réalisée. En raison de la prorogation des prêts FAD et don FAT, le gouvernement supporte les charges engendrées par le maintien de cette assistance technique et du bureau d'études ALMEGA BTP, chargé de la supervision des travaux de construction encore non achevé au titre des infrastructures socioéducatives et communautaires.</p> <p>- Les audits successifs du programme ont été réalisés par les bureaux suivants : FIDEXCA (2002 et 2003), CONSEIL DIAGNOSTIC MANAGEMENT (2004 et 2005), FIDEXCA (2006, 2007 et 2008), recrutés sur la base de listes restreintes. La BAD attend du Gouvernement le rapport de l'exercice 2009 et le rapport de clôture.</p>	3	7,07	0,21
<p>Composante 3 Résultat 2 - - Equipement mobilier et matériel complémentaires achat de 4 voitures pour les ministères (Education, Santé, Famille, Plan) - Salaires des</p>	<p>- Acquisition totale du mobilier, des équipements complémentaires, et quatre véhicules 4*4 prévus pour les structures (MENRS, MSP, MPSF, MPDEAP) et la coordination principale. Un véhicule est perdu lors d'un accident</p>	3	5,11	0,00

coordonnateurs sectoriels (Education, Santé, Famille, Plan), du Coordonnateur principal, salaires personnel de bureau (2 secrétaires, 6 chauffeurs, un planton), frais de location des bureaux				
NOTE GENERALE DES RESULTATS [correspond à la somme des notes pondérées]			2	
			Cochez ici pour ignorer la note auto calculée	
<b>Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée</b>				
Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée			2	

## II. RENDEMENTS OBTENUS

1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des <u>rendements attendus</u> . Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.		
RENDEMENTS		Note de l'évaluation
Prévisions	Réalizations	
Composante 1 Rendement 1 - Le MFSN est doté de capacités matérielles renforcées	Les structures centrales sont équipées de matériels informatiques, mais les administrations déconcentrées et les CPS ne le sont pas.	2
Composante 1 Rendement 2 - Le MFSN est doté de capacités humaines renforcées, il dispose d'un cadre d'intervention assorti d'un plan de suivi-évaluation, et de statistiques sociales désagrégées selon le genre	Le rapport de l'assistance technique souligne les conditions non acquises et nécessaires à la pérennisation du système statistique : le recrutement/ formation d'un administrateur	1

	réseau, l'extension du système à toutes les directions départementales du Ministère, et aux CPS; le renforcement des capacités matérielles des CPS (électrification, connexion au réseau, équipement informatique). Or, le MFSN ne s'est pas approprié l'outil statistique : faute de dotation financière, il n'a pas mis en oeuvre de plan de formation de ressources humaines dont les directions départementales. De plus, les CPS n'ont pas été reliés au réseau électrique et sont toujours dépourvus d'équipements informatiques : les données ne peuvent être transmises à l'administration centrale. Ces difficultés pénalisent l'efficacité et la pérennité des activités réalisées.	
Composante 1 Rendement 3 - Les capacités matérielles du MENRS	Les structures centrales sont équipées de matériels informatiques, mais les administrations décentralisées et les écoles ne le sont pas.	2
Composante 1 Rendement 4 - - Les capacités humaines du MENRS sont renforcées, - Le MENRS dispose d'un plan stratégique en matière d'ETFP - Le MENRS dispose d'un système statistique de collecte, traitement, diffusion, et d'une carte scolaire permettant une répartition géographique équitable des écoles et enseignants en fonction des effectifs.	- Assistance technique de 60P/M réalisée en vue de la mise en place d'un système de statistiques scolaires, et de suivi/évaluation des activités du ministère : activité peu efficace, compte-tenu des difficultés dans l'utilisation du logiciel liées au manque d'équipements informatiques des directions départementales des Ministères concernés et du manque de formation professionnelle. Les données ne peuvent pas parvenir aux directions centrales. De plus, l'éclatement du Ministère de l'éducation primaire et secondaire en deux ministères distincts menace la pérennité de la mise en place du système statistique, non seulement en termes de réseaux, mais en termes de formation de RH compétentes. - Elaboration d'une carte scolaire expérimentale au niveau du département d'Abomey-Calavi et de la méthodologie	2

	<p>nécessaire à son extension au niveau national. Les directeurs des administrations centrales et déconcentrées ont été sensibilisés et formés. Activité peu efficiente dans la mesure où elle n'a pas entraîné la réalisation de la carte scolaire au niveau national par manque d'équipements informatiques.</p> <p>- Schéma directeur de l'enseignement technique et de la formation : activité peu efficiente dans la mesure où il n'a pas donné lieu à l'élaboration d'une politique de la FTP et où les CM ne sont pas opérationnels.</p> <p>- Les inspecteurs formés ont été dissimulés sur le territoire national, mais ils sont toujours en nombre insuffisants. La faiblesse structurelle des services d'inspection pédagogique demeure un frein à la qualité de l'enseignement dispensé dans les écoles.</p>	
Composante 1 Rendement 5 - La construction de la DRH accroît l'efficience du ministère	La DRH n'est pas construit.	1
Composante 1 Rendement 6 - - Le MS est doté de capacités humaines renforcées, - Le MS dispose d'un cadre d'intervention assorti d'un plan de suivi-évaluation	IDECOM a assisté le Ministère de la Santé pour la conception, la planification et la coordination des activités. La polarisation des débats sur l'infrastructure non réalisée et le manque d'équipements a affaibli l'impact de l'assistance technique.	2
Composante 2 Rendement 1 - - Les infrastructures et les formations permettent l'accès au Minimum Social Commun (MSC) : l'accès aux centres de santé est inférieure à 5 km - Les cantines scolaires améliorent la situation nutritionnelle des enfants	<p>- La réalisation partielle des infrastructures pèse sur les rendements obtenus.</p> <p>- Les cantines ont été réalisées sur la base de besoins exprimés dans les plans de développement communaux : elles ne sont pas systématiques. Compte-tenu de l'incidence positive des cantines sur les taux de scolarisation et de rétention, il serait judicieux de promouvoir leur construction. Les repas servis sont gratuits. Afin de respecter l'impératif de soutenabilité financière des cantines, l'instauration d'un</p>	2

	ticket modérateur pourrait être examinée.	
<p>Composante 2 Rendement 2 -</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse de la mortalité maternelle et infantile,</li> <li>- Maîtrise de la démographie</li> </ul>	<p>La mise en service des UVS a permis de sensibiliser les communautés aux problématiques sanitaires : prévention des maladies, premiers secours, reconnaissance des principales maladies de l'enfance, suivi des femmes enceintes et accouchées. Ces activités devraient contribuer à la baisse de la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile (OMD 4 et 5). Des statistiques précises sur les zones cibles du projet ne sont pas disponibles. Sur le plan national, la mortalité infantile a connu un net recul et s'élève en 2006 à 67‰ (statistique UNICEF). Cependant, les progrès réalisés ne permettent pas d'atteindre la cible des OMD. Les départements de l'Atacora, de la Donga et de l'Alibori enregistrent les taux les plus élevés. Le taux de mortalité maternelle en 2006 s'élève à 397 pour 100000 naissances vivantes mais ne permettra pas d'atteindre la cible OMD.</p>	2
<p>Composante 2 Rendement 3-</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les capacités des femmes à participer au développement sont renforcées à travers l'amélioration de leurs conditions au plan éducatif, économique, sanitaire et juridique. Environ 4800 femmes supplémentaires fréquentent les CPS et environ 5000 enfants sont suivis sur le plan nutritionnel.</li> <li>- La réalisation des CPS permet aux femmes d'approfondir leurs connaissances en gestion des micro-crédits qui leur sont octroyés.</li> </ul>	<p>Alors que les quatre centres du Nord Bénin ont été opérationnalisés, les quatre centres du Sud sont fermés. La période de réception provisoire n'aura pu être mise à profit pour déceler les malfaçons. L'absence de raccord au réseau électrique et de forage ne permet pas l'opérationnalisation de certains CPS. La modification du site d'implantation des CPS pose problème dans la mesure où la BAD ne semble pas avoir pris acte de ces changements, et où le saupoudrage des CPS sur une vaste partie du territoire national (7 régions au lieu de 4) i) ne permet pas d'avoir un impact social mesurable, ii) réduit la dimension intégrée du projet (triple champ d'intervention : volets éducation,</p>	2

	<p>santé, et genre et développement).  Les statistiques sur la fréquentation de ces centres et son impact ne sont pas réalisées.  L'objectif initial d'approfondissement des connaissances en gestion de micro-crédit n'est pas poursuivi.</p>	
<p>Composante 2 Rendement 4 -  -Le droit des femmes, des personnes et de la famille est appliqué de sorte que la femme et la famille sont mieux protégées.  -Les UCD deviennent des acteurs de premier plan pour l'amélioration du bien-être social</p>	<p>- Les campagnes de sensibilisation ont participé à l'application du code : monogamie interdite, réalisation d'un état civil. La formation de leaders d'opinions comme de relais communautaire permet une vulgarisation décuplée du Code. Cependant, ces actions doivent être prolongées par un plan de vulgarisation national, la traduction du code dans les langues locales, l'intégration du code dans les programmes d'enseignement, la constitution d'un réseau de points focaux, le recensement des barrières à la mise en oeuvre concrète du CDPF.  -Le CDPF reste encore insuffisamment appliqué : le PNUD, dans son rapport sur les OMDs souligne la nécessité d'obtenir un engagement plus marqué des autorités politiques au plus haut niveau. Par ailleurs, les associations (Women in Law and Development in Africa/Femmes, Droit et Développement) insistent sur la formation des tous les présidents de juridiction, des chefs traditionnels et religieux, des officiers de l'état civil.  - Le Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale déplore la cessation des campagnes de sensibilisation depuis 2005, alors qu'elles devraient être menées régulièrement. Le gouvernement n'a pas mené d'évaluation générale de l'application du Code.</p>	2
<p>Composante 2 Rendement 5 - Les centres de formation permettent de répondre aux demandes du secteur productif. L'accès des jeunes non scolarisés et déscolarisés bénéficiaires de ces formations est facilité.</p>	<p>Les centres de Nikki et de Pahou ne sont pas fonctionnels. Concernant le centre de Nikki, l'absence d'internat, les problèmes de raccord aux réseaux d'eau et d'électricité</p>	1

<p>Environ 500 jeunes supplémentaires sont formés chaque année.</p>	<p>pèsent sur la viabilité à court terme. La mission de la banque recommande l'opérationnalisation urgente sur le budget national. La construction du centre de métier de Pahou a été abandonnée en octobre 2009 à cause de la défaillance de l'entreprise.</p>	
<p>Composante 2 Rendement 6 - - Les formations sont de qualité, le taux d'abandon est faible. - L'étude sur l'emploi au milieu rural affine le cadre stratégique de l'EFTP</p>	<p>- La formation des formateurs est inefficace en raison de la non fonctionnalité des CM de Nikki et de Pahou. - Les recommandations de l'étude confortent la pertinence des centres de formation professionnelle. Tous les centres financés par la BAD et le Danemark ne sont pas entièrement fonctionnels.</p>	<p>1</p>
<p>Composante 2 Rendement 7 - Le fonds d'insertion améliore le taux d'accès à l'emploi: 500 jeunes développent des activités productives.</p>	<p>Le fonds d'insertion n'est pas créé. Aucun diplômé ni artisan n'ont pu bénéficier du fonds.</p>	<p>1</p>
<p>Composante 2 Rendement 8 - - La construction d'infrastructures augmente le TBS dans les régions ciblées de sorte que les inégalités régionales sont réduites - Environ 9045 élèves supplémentaires sont admis annuellement dans les écoles primaires - Environ 650 élèves supplémentaires sont admis annuellement dans les collèges - le TBS au primaire passe de 75,8% en 1998 à 85,5% en 2004 (le TBS des filles de 59,7% à 69,5% - le TBS au secondaire passe de 14,6% en 1998 à 20% en 2004 ; TBS des filles de 9,24% à 13% en 2004).</p>	<p>Suite à la demande croissante liée à la gratuité de l'école primaire, l'offre scolaire présente encore de nombreux espaces d'amélioration au niveau : i) de la construction d'infrastructures supplémentaires, ii) du recrutement de professeurs (Le ratio élèves par enseignant s'est dégradé au niveau public passant de 48,3 en 1994 à 50 en 2005), iii) des disparités régionales. - Les lieux de construction des CEG diffèrent de ceux prévus à l'évaluation : le choix des départements de l'Alibori, dont Kandi et de l'Atacora sont justifiés du fait des faibles taux de scolarisation. Cependant, les changements intervenus peuvent se faire aux dépens de l'intégration du volet éducatif avec les volets genre et développement et du volet sanitaire. - La coordination sectorielle ne peut fournir une évaluation précise et quantifiée des rendements induits par la construction des</p>	<p>2</p>

	infrastructures. Au primaire, le TBS des filles en 2005 s'élève dans l'Atacora / Donga à 78% (TBS total 90%), dans le Borgou / Alibori à 67% (TBS total 70%), dans le Mono / Couffo à 109% (TBS total 127%). Le secondaire subit la pression des flux sortis du primaire.	
Composante 2 Rendement 9 - La construction de centres de santé permet une amélioration des indicateurs de santé (mortalité infantile et maternelle). L'intervention des programmes sur les plans éducatifs, sanitaires et juridiques permet une maîtrise de la démographie, une baisse de la mortalité maternelle et infantile accordant aux femmes une part importante dans le processus d'amélioration de la vie des ménages.	Le non achèvement de 5 centres de santé à cause du non versement de l'avance de démarrage sur fonds OPEP limite l'efficacité des centres de santé. Sur le plan national, la mortalité infantile a connu un recul de 15% entre 2006 et 2001 pour atteindre 125/10000. Cependant, les progrès réalisés ne permettent pas d'atteindre la cible des OMD. Les départements de l'Atacora, du Donga et de l'Alibori enregistrent les taux les plus élevés. Le taux de mortalité maternelle en 2006 s'élève à 397 pour 100000 naissances vivantes mais ne permettra pas d'atteindre la cible OMD.	2
Composante 2 Rendement 10 - -La formation de ressources humaines des centres de santé permet une amélioration des indicateurs. -sur le total des consultations, le taux de consultations pour le paludisme passe de 34% en 1998 à 20% en 2004 -sur le total de transmission VIH/Sida, le taux de transmission par voie sexuelle de 92% à 40%.	- Les indicateurs proposés ne sont pas standards. Néanmoins, il apparaît qu'en 2006, le paludisme est la principale affection : il représente 39,7% des affections rencontrées en consultation dans les formations sanitaires. La situation est préoccupante dans certaines zones du projet comme le Mono et dans l'Alibori, le bourgou, l'Ouémé et le Littoral. - En 2005, le VIH demeure majoritairement transmis par voie sexuelle (92% des cas). Le taux de prévalence nationale s'élève à 1,2%. Les départements où la prévalence est supérieure à 2,0% sont : Couffo, Mono, Atlantique, Littoral et Ouémé.	1
Composante 3 Rendement 1- -Le renforcement des capacités techniques de la cellule d'exécution du projet permet la réalisation correctement les activités; - La cellule produit des rapports trimestriels, annuels et	-Le recrutement d'un seul assistant en génie civil pour le suivi de 120 sites de travaux a été insuffisant; -Les rapports mensuels et trimestriels sur l'état d'avancement des activités ont été	2

d'achèvement; - La gestion financière du projet est conforme aux règles de la banque.	régulièrement élaborés. Le rapport d'achèvement, partiellement réalisé, sera complété à la clôture du fonds OPEP le 31 décembre 2010; - La gestion du projet est conforme aux règles de la Banque mais les audits sont livrés avec du retard.	
Composante 3 Rendement 2- - Les coordonnateurs sectoriels ainsi que la cellule d'exécution effectuent un travail de gestion et de suivi/évaluation impliquant des visites sur le terrain	- Les salaires des personnels de bureau sont faibles. - En dépit de moyens accordés (voitures), les coordonnateurs ne réalisent pas suffisamment de mission de supervision. Leurs capacités techniques limitées ne permettent pas un travail de suivi-évaluation fondé sur les résultats et les rendements quantifiés.	1
NOTE GENERALE DES RENDEMENTS [Correspond à la moyenne des notes de l'évaluation]		2

Cocher ici pour ignorer la note calculée

**Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée**

Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée	2
--	---

2. Autres rendements: Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).

Environnement : La formation des relais communautaires a permis de promouvoir au sein des communautés le plaidoyer sur l'environnement. L'opérationnalisation des Centres de Métier permettrait d'augmenter la conscience environnementale.

3. Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus. Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent.

Malgré la réalisation de la majorité des activités, les rendements du PDRH sont limités.

Composante 1 -

Les Directions de la Prospective et de la Programmation (DPP) des ministères sectoriels ont peu mis à profit les assistances techniques de la composante 1 destinées à renforcer leurs capacités. Le manque de formations et d'équipements des administrations déconcentrées a pesé sur l'implémentation de systèmes statistiques : celles-ci sont dans l'incapacité de

collecter les données et de les transférer aux administrations centrales. Les cellules de suivi-évaluation des ministères sociaux n'ont pas été systématiquement créées.

Dans le secteur de l'éducation, l'expérimentation de la carte scolaire dans la région d'Abomey-Calavi n'a pas été étendue au territoire national. Concernant la formation technique et professionnelle, le schéma directeur est resté lettre morte. Ces deux projets ont pourtant été recommandés par l'ensemble des PTF.

La problématique genre n'a été prise en compte dans la conception de systèmes de planification / suivi-évaluation / statistiques (absence d'indicateurs sexospécifiques) dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Sur le plan institutionnel, l'administration est inefficace : les DPP (PNUD, *Rapport sur les OMD*, juillet 2009) ne sont pas soumises à un contrat de performance (spécifiant objectifs, résultats et rendements attendus) avec l'Etat. La politisation des cadres de l'administration provoque des blocages et des changements de responsables ne permettant pas la formation d'équipes techniques. L'instabilité institutionnelle accroît le risque de déperdition de capacités matérielles, humaines, et techniques. Pour illustration, l'éclatement du Ministère des Enseignements Primaires et Secondaires (MEPS) en 2 ministères distincts, le Ministère de l'Enseignement maternel et primaire (MEMP) d'une part, et le Ministère de l'Enseignement Secondaire et de la Formation Professionnelle (MESFP) a compliqué la pérennité de la mise en place du système statistique, non seulement en termes de réseaux, mais en termes de formation de RH compétentes.

#### Composante 2 -

Le vieillissement du bâti et l'absence de rénovation des constructions antérieures posent la question de la soutenabilité de l'entretien des infrastructures par les ministères sectoriels. Les infrastructures construites dans le cadre du PDRH ont souffert de la volatilité des taux de change qui a affecté le fonds OPEP et le fonds FAD, et de l'inflation. Ces données exogènes ont entraîné une pénurie de ressources financières. Les plans initiaux d'aménagement des sites ont été réduits et la qualité des travaux affectée. A ce titre, des éléments déterminants pour la viabilité des sites comme l'assainissement ont parfois été supprimés (CPS et centre de santé d'Athiémé). L'absence d'internat (Centre de métier) ou sa réduction (Collège de Ouidah) mettent en question la pertinence des infrastructures. L'alimentation en eau et électricité demeure aléatoire.

De nombreuses infrastructures sont aujourd'hui fermées à cause de l'absence de recrutement (infrastructures de santé), de raccord au réseau d'électricité et d'eau (CM, CPS). L'opérationnalisation de ces infrastructures permettraient d'améliorer les rendements.

#### *Education :*

*Au niveau primaire:* La politique de constructions d'infrastructures au primaire a augmenté la capacité d'accueil et amélioré les indicateurs quantitatifs (TBS passé de 92,9% en 2006 à 109 en 2009 soit au-delà de la cible de 107 % fixée dans le PDDSE, TBS des filles de 104%). Cependant, les indicateurs de qualité sont alarmants et pèsent sur les rendements (cf Annexe 6). Il est regrettable que la construction de salles de classe au primaire et au secondaire ne soit pas accompagnée de mesures communautaires systématiques (cantines...) motivant les parents à envoyer leurs enfants à l'école.

*Enseignement secondaire général :* Les rendements attendus de la construction d'infrastructures sont menacés par les flux issus de l'école primaire gratuite. De plus, le secteur est confronté au problème de qualification des enseignants. Les indicateurs quantitatifs sont alarmants : le pourcentage de filles dans le premier cycle (37% en 2009) a baissé de 2 points par rapport à 2008 et est en dessous de la cible. Au second cycle, le pourcentage des filles a connu une dégradation de 8 points par rapport à 2008.

Emploi et formation professionnelle : Les travaux d'achèvement des deux centres de métier ( finition, construction des internat, raccord aux réseaux d'électricité et d'eau) conditionne leur impact. A la date d'achèvement du projet, le secteur de la formation technique et professionnelle est sous-développé. Les effectifs des élèves sont en baisse. Le schéma directeur pour l'enseignement technique et professionnel n'est opérationnalisé. Les mécanismes de collaboration avec le secteur privé pour la définition de formations sont insuffisants. Le schéma de financement des centres n'est approfondi alors qu'il est un élément indispensable à leur pérennisation.

Fonds d'insertion : Le gouvernement béninois doit mettre en vigueur le fonds d'insertion destiné à soutenir la création d'AGR. L'impact des Centres de Métiers risque d'être affecté en l'absence de ce fonds.

Genre et développement

Le rapport sur les OMD souligne la nécessité du renforcement de l'application effective du Code des personnes et de la Famille et de l'engagement des autorités. Les campagnes de sensibilisation, non menées depuis 2005, devraient être réalisées régulièrement afin d'assurer la pérennisation des rendements. Des actions complémentaires comme l'intégration du Code dans les manuels scolaires et les curricula devraient être approfondies. Les formations dispensées (réadaptation à base communautaire, collecte et traitement des données statistiques, économie familiale, nutrition et puériculture) permettent l'amélioration des services sociaux dispensés aux femmes.

## E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.

[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Conception - La conception du projet avait pris en compte les besoins et les capacités de l'emprunteur. Toutefois, le calendrier proposé à l'évaluation était irréaliste : la durée d'exécution initiale de 4,75 ans était sous-évaluée. Le rapport d'évaluation présente quelques incohérences entre la description des réalisations en prologue et la description détaillée (ex : nombre d'agents de la DPP formés au Ministère de l'Education Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle).

*Projet multisectoriel* : La conception d'un projet multisectoriel est complexe : elle présuppose une coordination et un appropriation par les différents ministères, au niveau central comme au niveau départemental. Or, le document d'évaluation n'aborde pas l'échelon départemental. De plus, la superposition de deux réseaux de protection sociale, l'un relevant du Ministère de la santé (Centres de Santé, Unités Villageoises de Santé), l'autre relevant du Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale (Centres de Protection Sociale) est difficilement soutenable pour les finances publiques béninoises.

*Administrations déconcentrées* : La prise en compte par le projet du renforcement des capacités techniques, matérielles et humaines des administrations déconcentrées n'était pas suffisante.

*Genre* : La dimension genre, transversale à toutes les activités, n'est pourtant pas systématiquement intégrée et évaluée.

*Infrastructure* : Le coût des infrastructures construites dans le cadre du PDRH est très élevé : l'éventualité de rétrocommissions entre l'administration et les entreprises ne peut être éludée.

Les leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays avaient été prises en compte dans la conception du projet.

Evaluation de la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet -

La cellule du projet est trop faible pour l'ampleur des activités prévues. L'assistant en génie civil était responsable du suivi de 120 sites de constructions. Les capacités techniques des coordinations sectorielles en suivi-évaluation sont insuffisantes. Les ministères techniques assurent la coordination sectorielle (cf Annexe 6).

Degré de consultations et de partenariats - Le PDRH a été identifié en 1998 par le Gouvernement du Bénin selon une approche consultative et participative avec la société civile, les ONG et la plupart des bailleurs de fonds. Le manque de précisions sur les partenaires administratifs rencontrés ne permet pas d'évaluer la qualité de l'approche participative.

Justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique - Le projet contribue directement à la lutte contre la pauvreté (en 1998, la pauvreté touchait 67% de la population rurale) à travers la formation des ressources humaines (cf Annexe 6) tant à travers la formation initiale, professionnelle, que sociale (sensibilisation au Code des personnes et de la famille) et médicale (sensibilisation au Sida/paludisme, hygiène...)

2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION	Note de l'évaluation
REALISME	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique.	Les insuffisances des capacités institutionnelles des ministères techniques béninois nécessitent un investissement et un engagement plus marqué de l'Etat dans la formation des ressources humaines et la définition des stratégies de développement.	1
EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION	b) La conception du projet tient suffisamment compte des risques.	3 risques identifiés : i) difficultés de coordination entre les 5 départements ministériels et l'unité de coordination, ii) retard dans le décaissement de la contrepartie nationale, iii) mise à la disposition des	2

		personnes nécessaires au fonctionnement des infrastructures. Bien que les risques aient été identifiés, ils ont affecté le cycle et l'efficacité du projet. Le document d'évaluation a néanmoins fait l'impasse sur 2 risques majeurs i) les lourdeurs administratives entraînant des retards (surtout à la DNMP et à la CAA), ii) la fragilité des entreprises béninoises.		
UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires	Oui. Malgré la réforme des marchés publics, le système de passation de marché est néanmoins marqué par des lenteurs au niveau de la Direction Nationale des Marchés Publics et de la Caisse Autonome d'Amortissement. De plus, la corruption généralisée entre les administrations opacifie le traitement des dossiers (cf Annexe 6).		2
Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :			Note de l'évaluation	
			Banque	Emprunteur
CLARTE	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	Concernant la BAD, oui, malgré la discontinuité des task managers. Concernant l'emprunteur, le rôle des Ministères sectoriels dans le suivi des activités, notamment des constructions des infrastructures sur le terrain n'est pas assez souligné.	4	2
PREPARATION A LA PASSATION DES MARCHES	e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation.	Oui. La cellule d'exécution du projet souligne que les coûts d'acquisition des biens et travaux n'étaient pas réalistes.	3	3
PREPARATION AU SUIVI	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	Le plan de suivi de la BAD est irréaliste. Le Gouvernement n'est pas en mesure de renseigner les indicateurs spécifiés.	4	1
DONNEES DE REFERENCE	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	La BAD a achevé la collecte des données. Celles-ci sont partielles. Le rapport d'achèvement final de l'emprunteur sera transmis à la BAD fin décembre 2010, à la date de clôture du prêt OPEP.	3	2

## F. MISE EN ŒUVRE

1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.

[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Respect des calendriers - Le projet, prévu pour être réalisé sur 57 mois, a connu un retard de démarrage de 17 mois. Les retards sont de divers ordres :

- i) Délais de ratification et de mise en vigueur des accords de prêts.
- ii) Difficultés récurrentes liées aux déblocages des fonds de la contrepartie.
- iii) Lourdeurs administratives, qui s'observent tout au long de la chaîne de passations de marché (13 mois en moyenne). Les freins à la célérité se trouvent aux étapes d'obtention des avis de la DNMP et de la BAD sur les DAO et sur les rapports d'analyse, puis lors de la signature des contrats par la CAA. Ces lenteurs constituent un handicap à la consommation des crédits dans un temps raisonnable.
- iv) Lenteur du rythme des travaux en raison notamment des faibles capacités techniques, organisationnelles et financières des entreprises confrontées à la dispersion des sites et de leur accessibilité réduite.
- vii) Révision des Listes de biens et services du fonds OPEP : La réalisation des activités a nécessité une réallocation de la liste des biens et services sur le fonds OPEP. Cette réallocation a entraîné des retards dans la construction des centres de santé.

Efficacité de la surveillance par la BAD - La BAD n'a pas respecté le calendrier de suivi-évaluation tel que précisé dans le rapport d'évaluation : le nombre de missions de supervision a été inférieure à 2/an. La durée moyenne des missions de 13 jours, voyage compris, soit 11 jours sur le terrain, n'a pas permis un suivi des constructions des infrastructures, dispersées et peu accessibles. La revue à mi-parcours a été remplacée par une mission d'amélioration du portefeuille (Sector Portfolio Improvement Plan).

Efficacité de la surveillance par l'emprunteur - La cellule de coordination n'a pas pris acte de la réduction des enveloppes financières sur fonds FAD et fonds OPEP suite à la volatilité des taux de change enregistrée depuis l'évaluation du PDRH.

Qualité des constructions et autres travaux - La qualité des travaux a été affectée par le suivi insuffisant des chantiers par le bureau de contrôle ALMEGA BTP et par l'assistant en génie civil de l'Unité de gestion. La dispersion des sites et leur faible accessibilité auraient nécessité des moyens supplémentaires. De nombreuses malfaçons sur certains chantiers et un manque de rigueur dans l'application des prescriptions techniques ont été relevées. La contraction des enveloppes financières suite à la volatilité des taux de change a entraîné la suppression d'éléments déterminants pour la viabilité à long terme des sites comme l'assainissement et la réduction des projets initiaux. Une fois achevés, les chantiers n'ont pas été nettoyés.

2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.

La contribution de l'OPEP d'un montant de 5 580 000 USD a financé les activités relatives au volet Santé dans les composantes 1 et 2 du Programme, exception faite des dépenses portant sur les Unités Villageoises de Santé (UVS). A ce jour et selon les informations disponibles à la Banque, le crédit OPEP a financé des dépenses à hauteur de 4 563 910 USD, ce qui correspond à un taux de décaissement de 79,8%. Le paiement d'activités complémentaires devrait majorer le taux de décaissement. Alors que l'OPEP devait financer des travaux de construction du bâtiment de la DRH du MSP, le travaux ont été finalement réalisés sur le PIP 2009. La coordination entre l'OPEP et la BAD a souffert d'un manque de communication : le Gouvernement n'a annoncé que tardivement la prorogation du prêt OPEP à la BAD. A l'avenir, les institutions devraient accroître leur collaboration.

3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.

La Banque Africaine ne participe pas aux cadres de concertation des PTF dans le domaine de l'éducation et de la santé. Certains PTF ont même créé un fonds commun budgétaire (cf Annexe 6) dans le secteur de l'éducation afin d'harmoniser leur intervention dans le cadre du Plan Décennal du Développement du Secteur de l'Education (PDDSE 2006 -2015) défini comme le cadre stratégique gouvernemental. L'absence de bureau de la BAD au Bénin pèse sur son implication et en conséquence sa visibilité.

4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION		Note de l'évaluation
RESPECT DU CALENDRIER	a) degré de respect de la date prévue de clôture. Si l' écart à droite est: inférieur à 12, notation 4 entre 12.1 et 24, notation 3 entre 24.1 et 36, notation 2 Supérieur à 36.1, notation 1	Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture ou la date de réalisation de 98% de décaissement	Date prévue de clôture : 31/12/2005 Date effective de clôture : 30/09/2010	1
		57		
PERFORMANCE DE LA BANQUE	b) Conformité de la Banque aux :			
	Mesures de protection environnementale	Le programme est classé dans la catégorie environnementale II. - Un suivi environnemental est effectué sur l'ensemble des activités; - Les communautés rurales sont		2

		sensibilisées aux problématiques environnementales à travers : i) des formations en hygiène du milieu, ii) l'adduction d'eau potable; - Les programmes de formation des centres de métiers (CM) devaient contribuer à la préservation de l'environnement (gestion des ordures ménagères, latrines, agriculture, artisanat...). Cependant, ce volet n'a pu être réalisé compte-tenu du statut inopérant des CM.	
	Dispositions fiduciaires	Le rapport d'évaluation précise les dispositions fiduciaires : les mécanismes de gestion et de décaissement, la réalisation annuelle de rapports d'audit ainsi que la réalisation de rapports d'activité trimestriels, annuels et d'un rapport d'achèvement.	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	Les accords de prêt FAD et de don FAT ainsi que l'accord de prêt OPEP accompagnent le rapport d'évaluation.	3
	c) La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.	La BAD n'a pas géré de façon diligente les demandes de non objection. Les prorogations demandées tardivement par l'emprunteur et accordées par la BAD n'ont pu être totalement mises à profit compte-tenu des délais réduits.	2
	d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante.	La BAD n'a pas décelé les problèmes de gestion du projet (absence de prise en compte de la volatilité des taux de change).	2
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	e) L'emprunteur s'est conformé aux:		
	Mesures de protection environnementale	Oui.	3
	Dispositions fiduciaires	Les audits successifs du programme	3

		ont été réalisés par les bureaux suivants : FIDEXCA (2002 et 2003), CONSEIL DIAGNOSTIC MANAGEMENT (2004 et 2005), FIDEXCA (2006, 2007 et 2008), recrutés sur la base de listes restreintes. La BAD attend du Gouvernement le rapport de l'exercice 2009 et le rapport de clôture.	
	Accords conclus dans le cadre du projet	La participation du Bénin de 1,88 millions UC a financé les travaux de construction, le mobilier, la formation, l'assistance technique et le fonctionnement. Malgré des retards, la contrepartie a été entièrement décaissée. Compte-tenu de l'épuisement du fonds OPEP, le Gouvernement s'est engagé à financer les dépenses additionnelles.	2
	f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	Mise en œuvre des recommandations avec retard.	2
	g) L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les informations tirées du processus de suivi.	Oui, dans l'ensemble.	2

## G. ACHEVEMENT

1. Le PAR a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?			
Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable)	Date PAR été envoyé a pcr@afdb.org	Ecart en mois	NOTE DE L'EVALUATION (généralisé automatiquement) Si l'écart est égale ou inférieur à 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1.
Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les cobailleurs ont participé à l'établissement			

du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis à temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue).

[150 mots au plus]

La mission de préparation du rapport d'achèvement du présent projet (PDRH) a été menée par M. Nadab Hathoura MASSISSOU, Chargé de projet et chef de mission, un Consultant architecte, et une Consultante en éducation. La mission s'est déroulée du 19 septembre au 03 octobre 2010 et s'est entretenue avec Monsieur Natonde AKE, Ministre de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle. Le manque de disponibilité des représentants de la cellule du PDRH ont pesé sur l'organisation de la mission. Le coordonnateur, nommé en 2010 coordonnateur national pour la liste électorale permanente informatisée (LEPI), a été partiellement disponible. L'absence du comptable pour cause de maladie et d'un chauffeur ont compliqué l'obtention des données et les déplacements. La mission de réception d'équipements scolaire du 21 au 25 septembre a mobilisé l'aide-comptable et la coordinatrice sectorielle du Ministère de l'éducation maternelle et primaire. Néanmoins, le Coordonnateur a transmis à la mission un rapport partiel d'achèvement. Lors de déplacement sur le terrain, l'équipe de la BAD a visité l'internat de jeunes filles à Ouidah, les centres de santé à Tangbo-Djevie et Kpinnou, l'unité villageoise de santé à Wawata, le centre de métiers à Pahou, et le centre de promotion sociale à Kpinnou (Athiémé).

## H. LECONS TIRES DE L'EVALUATION

Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet.

[300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

### Leçons pour la BAD

- i) La conception du projet doit permettre la définition d'un cadre de suivi-évaluation précis doté d'indicateurs et créer les mécanismes de pérennisation des activités : à ce titre, la BAD doit évaluer la capacité de l'emprunteur à mettre durablement en œuvre les services et les infrastructures élaborées dans le cadre du projet*
- ii) Dans le cas de projets multi-sectoriels, veiller à l'appropriation par l'ensemble des acteurs concernés et à la coordination nécessaire à l'obtention de synergies tant au niveau des administrations centrales que départementales, éviter le saupoudrage des ressources entre les différents ministères et sur le territoire*
- iii) Impliquer et renforcer les capacités des administrations déconcentrées et les collectivités locales de manière à favoriser l'appropriation et le suivi des projets sur le terrain*
- iv) Analyser les coûts détaillés des activités et procéder à des audits le cas échéant : le coût élevé des constructions laisse craindre la corruption;*

v) *Former les coordonnateurs aux procédures de la Banque et à la culture de l'évaluation afin que les unités de gestion soient sensibilisées à l'efficacité des activités et non seulement à leur réalisation*

vi) *Promouvoir la stabilité des task managers ou la transmission complète des dossiers afin d'améliorer le suivi des projets*

vii) *Améliorer le suivi* : Les insuffisantes missions sur le terrain (tant en nombre qu'en durée) n'ont pas permis d'émettre un diagnostic sur la faible qualité des constructions, de relever la non opérationnalisation d'infrastructures faute de recrutement de personnel ou de raccordement aux réseaux d'électricité et d'eau etc. De même, la BAD n'a pas identifié le problème de gestion de l'enveloppe financière par le projet (absence de prise en compte de la volatilité des taux de change).

viii) *Améliorer la communication* : La BAD doit améliorer la communication avec les PTF afin de mieux gérer les cofinancements et les demandes de prorogation éventuelles; participer aux cadres de concertation existants entre les PTF, le Gouvernement, la société civile et l'ensemble des acteurs sectoriels pertinents. A ce titre, la création d'un bureau de représentation permettrait d'accroître le suivi (l'exemple de la création du bureau de la BM au Bénin montre son impact direct sur la qualité du portefeuille), la communication permettant à la BAD d'accéder au rôle de conseiller du Gouvernement.

Recommandations pour le Gouvernement

Concernant le PDRH :

i) *Veiller à l'achèvement des activités prévues* : finition des travaux de génie civil en cours, opérationnalisation des infrastructures (centres de métier, centres de santé / UVS, et centres de protection sociale fermés) et mise en vigueur du fonds d'insertion

ii) *Procéder à la réalisation des rapports d'audit de 2009 et de clôture ainsi qu'à la complétion du rapport d'achèvement*

Outre les recommandations stipulées dans la revue de portefeuille (cf Annexe) :

iii) *Procéder à l'audit de toute la chaîne de passation des marchés et des dépenses publiques* afin d'identifier les goulots d'étranglement administratifs (DNMP et CAA), les causes entravant la consommation des crédits et l'exécution des actions programmées, et les facteurs de corruption

iv) *Mener une campagne de lutte contre la corruption auprès de l'administration*

v) *Procéder à une rationalisation de la protection sociale* : l'Etat Béninois n'a pas les ressources financières pour multiplier les réseaux sociaux en terme d'infrastructure, d'équipement, et de ressources humaines. Des synergies ou une fusion entre le Ministère de la Santé et le Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale doivent être envisagés. L'Etat pourrait également effectuer des délégations de services publics auprès d'associations compétentes.

## I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

CRITERES	SOUS-CRITERES	Note de l'évaluation
RENDEMENT DU	Réalisation des résultats	2

PROJET	Réalisation des rendements	2
	Respect du calendrier	1
	<b>NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET</b>	<b>2</b>
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de préparation	
	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays	3
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	2
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	3
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	3
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	1
	Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables	2
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés	2
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet	1
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	2
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	2
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	4
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	3
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	4
	La collecte des données de référence est achevée ou en cours	3
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET</b>	<b>3</b>
	Supervision:	
	Conformité de la Banque aux:	
	Mesures de protection environnementale	2
	Dispositions fiduciaires	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	3
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	2
	La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	2
Le PAR a été fourni à temps	0	
<b>NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION</b>	<b>2</b>	

	<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE</b>	<b>3</b>
<b>PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	Conception et état de préparation	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	2
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	3
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours	1
	<b>NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION</b>	<b>2</b>
	Mise en œuvre	
	L'emprunteur s'est conformé aux:	
	Mesures de protection environnementale	3
	Dispositions fiduciaires	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	2
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	2
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi	2
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE</b>	<b>2</b>
<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>2</b>	

## J. TRAITEMENT

ETAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de Division du Secteur	M. BOUKARY SAVADOGO	18/10/2010
Vérifié par le Directeur Régional	M. JANVIER LITSE	30/05/2011
Approuvé par le Directeur Sectoriel	Mme AGNES SOUCAT	30/05/2011

## APPENDICE 1

### Echelle de notation et correspondances

NOTE	EXPLICATION
4	Très satisfaisant - Réalisation parfaite, aucune faille
3	Satisfaisant - La majorité des objectifs sont atteints en dépit de quelques lacunes
2	Moyen - Projet partiellement abouti. Presqu'autant de résultats que de lacunes
1	Médiocre - Très peu de réalisations et de graves lacunes
NA	Sans objet

N.B.: Les formules sont arrondies à la décimale supérieure ou inférieure. Pour les calculs, seuls des nombres entiers sont retenus.

## LISTE DES ANNEXES

### Informations obligatoires

1. Coûts du projet et financement
  - a. Coûts du projet par composante
  - b. Ressources par source de financement
2. Contributions de la Banque. Citer les principaux membres de l'équipe ainsi que leurs attributions durant la préparation et la supervision. Fournir une liste consolidée des missions de préparation, de supervision et d'achèvement en ordre chronologique. Fournir la date et les notes attribuées par le dernier rapport de supervision.
3. Analyse économique (TRE) et analyse financière, si applicable. Recalculer les taux de rentabilité économique sur la base des coûts et bénéfices au moment de l'achèvement, et les comparer aux estimations faites lors de l'évaluation. Répartir par composante, le cas échéant. Analyser la sensibilité du TRE aux hypothèses clés. Présenter une analyse financière des entités bénéficiaires du projet.
4. Dernier Plan de Passation des Marchés.
5. Liste des documents justificatifs

### Informations facultatives

6. Description du projet. Principaux facteurs n'ayant pas été pris en compte dans la grille générale et qui ont affecté la conception et la mise en oeuvre du projet. Ces facteurs, positifs et négatifs pourraient comprendre: le climat et les conditions météorologiques, les changements politiques, les questions contractuelles ou personnelles, les questions techniques, les processus de passation des marchés et les interactions avec les autres partenaires. Si l'un quelconque de ces facteurs est suffisamment significatif pour affecter les notes de l'évaluation, ceci devra être mentionné dans la grille, avec renvoi à la présente annexe.

## Coûts du projet et financement

### 2. Coûts et dépenses par catégories en UC

CATEGORIES DE DEPENSES	EVALUATION (en UC)						ACTUEL					
	FAD	FAT	OPEP	GVT	TOTAL	% Cat	FAD (UC)	FAT (UC)	OPEP (USD)	GVT (UC)	TOTAL	% Cat
A. BIENS	2,38	-	0,55	0,47	3,40	17,5%	1,09	-	0,62	0,18	1,89	11,4%
B. TRAVAUX	4,32	-	4,18	0,41	8,91	45,8%	4,84	-	2,81	0,56	8,21	49,4%
C. SERVICES	2,56	2,00	0,85	0,79	6,20	31,8%	2,07	2,00	1,02	0,26	5,36	32,2%
D. FONCTIONNEMENT	0,75	-	-	0,21	0,96	4,9%	0,28	-	-	0,88	1,16	7,0%
E. MISCELLANEOUS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coût total	10,00	2,00	5,58	1,88	19,46	100,0%	8,28	2,00	4,45	1,880	16,61	100,0%
Pourcentage	51,4%	10,3%	28,7%	9,7%	100,0%		49,8%	12,0%	26,8%	11,3%	100,0%	
Pourcentage Décaissé							82,8%	100,0%	79,8%	100,0%	85,4%	
Montant Décaissé							8,26	2,00	4,56		14,83	
Montant Non Décaissé							1,74	-	1,02		2,75	

### Coûts et dépenses par composantes en UC

COMPOSANTE	EVALUATION (en UC)						ACTUEL					
	FAD	FAT	OPEP	GVT	TOTAL	% Cat	FAD (UC)	FAT (UC)	OPEP (USD)	GVT (UC)	TOTAL	% Cat
I. Renforcement institutionnel	1,49	1,10	0,59	-	3,17	17,4%	1,24	1,25	0,80	-	3,29	19,8%
II. Amélioration de l'accès des populations aux services de base	7,75	-	3,79	1,37	12,91	70,7%	6,30	0,09	3,65	0,56	10,60	63,8%
III. Exécution du programme	0,77	0,90	-	0,51	2,18	11,9%	0,74	0,67	-	1,32	2,73	16,4%
Coût total	10,00	2,00	4,37	1,88	18,26	100,0%	8,28	2,01	4,45	1,880	16,62	100,0%
Pourcentage	54,8%	11,0%	24,0%	10,3%	100,0%		49,8%	12,1%	26,8%	11,3%	100,0%	
Pourcentage Décaissé							82,8%	100,5%	101,8%	100,0%	91,1%	

## Contributions de la BAD

Type de mission	Dates de début	Date de fin	Durée en jours voyage compris	Composition
Mission d'identification	1998			Approche consultative et participative avec la société civile, les ONG et la plupart des bailleurs de fonds, notamment l'IDA, l'AFD, l'USAID, l'Union Européenne, le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP, l'UNESCO, l'OMS, l'OPEP et la Fondation allemande Hans Siedel. Cette préparation et évaluation a été partiellement financée par la Coopération suisse.
Mission de préparation	Fev. 2009			
Mission d'évaluation	22.08.1999	04.09.1999	14	M. J.E PORGO, Analyste en chef de l'éducation et des consultants
Mission de supervision	04.06.2004	16.06.2004	12	
Mission de supervision	10.12.2004	23.12.2004	13	
Mission de supervision	19.06.2005	04.07.2005	16	
Mission de supervision	19.12.2005	24.12.2005	6	
Mission de supervision	29.11.2006	14.12.2006	16	
Mission d'amélioration du portefeuille (Sector Portfolio Improvement Plan)	15.02.2007	02.03.2007	16	

Mission de supervision	05.11.2008	17.11.2008	12	
Mission de supervision	15.04.2009	30.04.2009	16	M. Gabriel AYEMI, Expert en Education
Mission de supervision	10.12.2009	20.12.2009	11	M. Massissou N. HATHOURA
Mission d'achèvement	19.09.2010	03.10.2010	15	M. Massissou N. HATHOURA, Chargé de projet et M. Jérôme TABIRI, Architecte Consultant, et Mme Odile MORNET-CARIOU, Consultante en Education

Durée moyenne en nombre de jours, voyage compris

## Documents justificatifs

### Composante 2

<i>Activité 1</i>	Contrôle Technique des Travaux de Construction d'Infrastructures Socio-Educatives et Sanitaires - Rapport Definitif LOT 1 (SOCOTEC);
<i>Activité 1</i>	Contrôle Technique des Travaux de Construction d'Infrastructures Socio-Educatives et Sanitaires - Rapport Definitif LOT 2 (SOCOTEC);
<i>Activité 1</i>	Rapport Final: Contrôle de la Qualité et de la Mise en Oeuvre des Matériaux (CNERTP)
<i>Activité 2</i>	Formation de 40 Relais communautaires pour la santé reproductive, mai 2008
<i>Activité 3</i>	Rapport sur la formation de 22 animatrices du Service social en économie familiale et puériculture, Décembre 2008
<i>Activité 3</i>	Rapport sur la formation de 21 techniciens sociaux en collecte et traitement des données statistiques, octobre 2008
<i>Activité 3</i>	Rapport sur le recyclage de 15 contrôleurs de l'action sociale à base communautaire, août 2008
<i>Activité 4</i>	Rapport sur les ateliers de formation sur la vulgarisation du Code des Personnes et de la Famille à l'intention des leaders d'opinion, Fev 2006
<i>Activité 4</i>	Rapport sur les ateliers de formation sur la vulgarisation du Code des Personnes et de la Famille à l'intention des techniciens sociaux, août 2006
<i>Activité 4</i>	Rapport sur les ateliers de formation sur la vulgarisation du Code des Personnes et de la Famille à l'intention,
<i>Activité 6</i>	La situation de l'emploi en milieu rural, Rapport d'étape 1 et 2
<i>Activité 9</i>	Rapport Final de Contrôle et Supervision des Travaux de Construction des 23 centre de Santé d'Arrondissement et du du Bâtiment Administratif de la Direction des Ressources Humaines du Ministère des la Sante - Janvier 2010 (ALMEGA-BTP)

### 3. LISTE DES MARCHES EXECUTES PAR LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (PDRH)

N°	Fournisseur	Nationalité	Objet du marché	Mode	Montant initial en F CFA	Part FAD en F CFA	Part OPEP en FCFA	Part FAT en FCFA	Part Gouvernement en F CFA	Exécution en %
<b>BIENS</b>										
1	CAPALIA IDF	BENIN	Marché n°135/MCPPD/DC/SG/DGRHP/DPPD du 23/09/2003 relatif à la fourniture de mobiliers pour les différents volets (Tables et chaises)	Appel d'offres national	36 184 706	20 270 935	15 134 376		779 395	100%
2	NDC GROUP	BENIN	Marché n°137/MCPPD/DC/SG/DGRHP/DPPD du 23/09/2003 relatif à la fourniture de mobiliers pour les différents volets (Armoires et meubles)	Appel d'offres national	16 326 101	11 627 118	4 338 983		360 000	100%
3	COMOVEP SARL	BENIN	Marché n°133/ MFE/ DNMP/SP du 05/06/2006 relatif à la fourniture de mobiliers (fauteuils et bureaux)	Appel d'offres national	5 600 400	1 825 200	3 775 200			100%
4	SOCAR BENIN	BENIN	Marché n°090/ MCCAG-PD/DC/SG/DGRHP/ DPPD/PDRH du 01/09/2003 relatif à la fourniture de matériels roulants	Appel d'offres international	243 925 000	216 275 000	27 650 000			100%
5	CONSTRUCTION & EQUIPEMENTS	BENIN	Marché n°117/MCPPD/DC/SG/DGRHP/ DPPD/ PDRH du 23/09/2003 relatif à la fourniture d'équipements audiovisuels, de bureau et d'informatique	Appel d'offres international	191 789 429	163 173 398	28 616 032			100%

6	PIERRON	BENIN	Marché n°880/MEF/MPDEAP/DNMP/SP du 05/09/2008 relatif à la fourniture d'équipements pr les infra structures socio éduca tives et com munautaires Lot Eq3 Equipements de laboratoires de CEG PIERRON	Appel d'offres international	201 944 155	201 944 155				100%
7	COMOVEP SARL	BENIN	Marché n°883/MEF/MPDEAP/DNMP/SP du 05/09/2008 relatif à la fourniture d'équipements pr les infrastructures socio-éducatives et communautaires Lot Eq6 Equipements médicaux des UVS COMOVEP	Appel d'offres international	93 552 565	93 552 565				100%
8	MARVEL	BENIN	Marché n°876/MEF/MPDEAP/DNMP/SP du 05/09/2008 relatif à la Fourniture d'équipements pr 23 centres santé Lot EQ2 Equip électroménagers, informatiques et de bureau MARVEL	Appel d'offres international	30 723 143		30 723 143			100%
9	ACIA	BENIN	Marché n°873/MEF/MPDEAP/DNMP/SP du 05/09/2008 relatif à la Fourniture d'équipements pr 23 centres santé Lot EQ2 Equip électroménagers, informatiques et de bureau ACIA	Appel d'offres international	207 867 021		207 867 021			100%
10	EKF	BENIN	Marché n°711/MEF/MPDEAP/DNMP/SP du 14/07/2008 relatif à la Fourniture mobiliers pour EPP du Nord EKF	Appel d'offres international	63 545 832	63 545 832				100%
11	NDC GROUP	BENIN	Marché n°766/MEF/MPDEAP/DNMP/SP du 25/07/2008 relatif à la Fourniture mobiliers pour EPP et les UVS NDC GROUP	Appel d'offres international	14 942 818	14 942 818				100%
12	MASCIDI	BENIN	Marché n°702/MEF/MPDEAP/DNMP/SP du 14/12/2009 relatif à la Fourniture des équipements didactique pour les écoles primaires	Appel d'offres international	218 753 191	218 753 191				100%

13	MASCIDI	BENIN	Marché n°711/MEF/MPDEAP/DNMP/SP du 17/12/2009 relatif à la Fourniture des équipements de centres de métiers	Appel d'offres international	203 777 190	203 777 190				100%
SOUS TOTAL 1					1 528 931 551	1 209 687 402	318 104 754	0	1 139 395	
TRAVAUX										
14	KODEIH AND CIE	BENIN	Contrat n°256//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 07 Lot 1-1 Construct 18 modules de 3 classes + bureau-magasin ds départements Atlantique, Littoral, Ouémé et Plateau	Appel d'offres international	389 276 285	389 276 285				100%
15	GROUP MAISON ET TRAVAUX	BENIN	Contrat n°255//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 2007 Lot 1-2 Construction 17 modules de 3 classes + bureau-magasin dans départements Atacora, Donga et Alibori	Appel d'offres international	325 059 924	325 059 924				
16	ETENOC-BTP	BENIN	Contrat n°263//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 07 Lot 1-3 Construct° 15 modules 3 classes + bureau-magasin dans départements Mono, Couffo et Collines	Appel d'offres international	375 917 661	375 917 661				100%
17	CTBM	BENIN	Contrat 258//MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 2007 + Avenant Lot 1-4 Construction Collège d'Enseignement Général de Kandi et de Kotopounga	Appel d'offres international	335 706 054	335 706 054				100%
18	MMC TOGO	BENIN	Contrat n°254//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 2007 Lot 1-5 Construction Collège d'Enseignement Général de Oungbegamè et de Azonvè	Appel d'offres international	299 207 046	299 207 046				100%
19	CGC TOGO	BENIN	Contrat n°261//MDEF/ MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 2007 Lot 1-6 Construction Foyer des jeunes filles de Ouidah	Appel d'offres international	586 942 609	586 942 609				100%

20	MMC TOGO	BENIN	Contrat n°251//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 2007 Lot 1-7 Construction Centres de Promotion Sociale de Zè, Abomey, Aplahoué et Athiémé	Appel d'offres international	356 240 024	356 240 024				100%
21	CTBM	BENIN	Contrat n°260/MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 2007 + Avenant n° 01 Lot 1-8 Construction Centres de Promotion sociale de Copargo, Natitingou, Kandi et Pèrèrè	Appel d'offres international	460 965 295	460 965 295				100%
22	KOGNOSSA ET FILS	BENIN	Contrat n° 262//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 2007 Lot 1-9 Construction Centre de métier de Nikki	Appel d'offres international	252 066 077	252 066 077				100%
23	MULTI TRANS BENIN	BENIN	Contrat n° 252//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 2007 Lot 1-10 Construction Centres de métier de Pahou	Appel d'offres international	222 779 926	222 779 926				90%
24	CMS	BENIN	Contrat n° 259//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 07 Lot 1-11 Construction 06 modules 3 classes + bureau magasin, cantines & 4 UVS ds départ ements Atacora, Donga, Borgou et Alibori	Appel d'offres international	271 534 830	98 027 014			173 507 816	60%
25	TRENTY COMPANY	BENIN	Contrat n° 257//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 07 Lot 1-12 Construction de 05 modules 3classes + bureau-magasin, 03 cantines & 05UVS dans départmt Mono, Couffo et Atlantiq	Appel d'offres international	241 832 320	87 304 087			154 528 233	80%
26	KODEIH AND CIE	BENIN	Contrat n° 0250//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 07 Lot1-13 Construct° 06 modules 3 classes + bureau - magasin, 03 canti-nes et 11 UVS ds départements Zou et Collines	Appel d'offres international	311 584 262	112 485 293			199 098 969	98%
27	TRENTY COMPANY	BENIN	Contrat n° 253//MDEF/MDEF/DNMP/SP du 12 juillet 2007 Lot 1-14 Forage de 05 puits à grand diamètre à Kérou, Kalalé,	Appel d'offres international	48 350 000	48 350 000				100%

			Karimama, Bantè et Za-Kpota,							
28	DYJESCK SARL	BENIN	Contrat n° 1023/MDEF/MDEF/DNMP/SP du 08/10/2008 Construction 23 centre de santé et batiment DRH Lot 2-3	Appel d'offres international	785 475 974		785 475 974			100%
29	DYJESCK SARL	BENIN	Contrat n° 1022/MDEF/MDEF/DNMP/SP du 08/10/2008 Construction 23 centre de santé et batiment DRH Lot 2-6	Appel d'offres international	760 934 225		760 934 225			45%
30	MAPOLO	BENIN	Contrat n°1024/MDEF/MDEF/DNMP/SP du 08/10/2008 Construction 23 centre de santé et batiment DRH Lot 2-4	Appel d'offres international	581 189 992		581 189 992			90%
31	GMT	BENIN	Contrat n°1025/MDEF/MDEF/DNMP/SP du 08/10/2008 Construction 23 centre de santé et batiment DRH Lot 2-5	Appel d'offres international	382 856 743		382 856 743			0%
SOUS TOTAL 2					6 987 919 247	3 950 327 295	2 510 456 934	0	527 135 018	
SERVICES										
32	CFPEEN INFRE	BENIN	Contrat n°048/ MCCAG-PD/ DC/SG/DGRHP/DPPD/ PDRH du 27/03/2003 relatif à la formation de vingt quatre (24) inspec- teurs de l'en- seignement secondaire	Gré-à-gré	130 000 001	130 000 000				100%
33	SOCOFEP	BENIN	Contrat n°089/ MCPPD/DC/SG/DGRHP/ DPPD/ PDRH du 01/09/2003 relatif à la formation d'agents du MFPSS dans les domaines de la Planification du Développement, l'Economie Coopérative, le Genre et Développement et la Mobilisation Sociale	Consultation restreinte internationale	42 743 110	42 743 110				100%

34	IDECOM LLC	BENIN	Contrat n°091/ MCPPD/DC/SG/ DGRHP/ DPPD/ PDRH du 01/09/ 2003 relatif à l'assistance Technique au MFPSS pour la conception, la planification, le Suivi et l'évalua- tion des activités et pour la collecte, le traitement, et la Diffusion des données sociales différenciées selon le Genre.	Consultation restreinte internationale	548 035 600	82 205 340		465 830 260		100%
35	ALMEGA BTP	BENIN	Contrat n°092/MCPPD /DC/SG/DGRHP/DPPD / PDRH du 01/09/2003 relatif aux études architecturales et techniques et supervision des travaux de construction des infrastructures socio-éducatives et communautaires AVENANT N°1 de FCFA 44 250 000 HT	Consultation restreinte internationale	251 760 000	251 760 000				100%
36	IDECOM LLC	BENIN	Contrat n°093/ MCPPD/DC/SG/ DGRHP/ DPPD/ PDRH du 01/09/ 2003 relatif à l'assistance Technique au MSP	Consultation restreinte internationale	53 420 000		53 420 000			100%
37	AFRIQUE ETUDES	BENIN	Contrat n°103/ MCPPD/DC/SG/ DGRHP/ DPPD/ PDRH du 23/09/ 2003 relatif à la formation des agents du MSP sur la Programmation, la Planification, la Budgétisation et le Suivi	Consultation restreinte internationale	74 280 000		74 280 000			100%
38	ALMEGA BTP	BENIN	Contrat n°104/MCPPD /DC/SG/DGRHP/DPPD / PDRH du 23/09/2003 relatif aux études architecturales et techniques et supervision des travaux de	Consultation restreinte internationale	131 950 000		131 950 000			85%

			construction de 23 centres de santé et de la Direction des Ressources Humaines							
39	AFRIQUE ETUDES	BENIN	Contrat n°106/ MCPPD/DC/SG/ DGRHP/DPPD/ PDRH du 23/09/ 2003 à l'assis tance techni que au MEPS pour la mise en place d'un sys tème efficace de collecte, de traitement et de diffusion des statistiques scolai res, de suivi et d'éva luation des acti vités et pr élaborer la carte scolaire	Consultation restreinte internationale	222 812 000			222 812 000		100%
40	SOCOFEP	BENIN	Contrat n°108/MCPPD/DC/ SG/ DGRHP/ DPPD/ PDRH du 23/09/ 2003 relatif à la formation d'agents du MEPS dans les domaines de la collecte, du traitement, de la production et de la diffusion des statistiques scolaires et universitaires, de la plani- fication de l'Education, du suivi et de l' évaluation des activités, de l'archivage, de l'élaboration, de l'exécution, du contrôle et du suivi des budgets programmes, de la gestion des ressour- ces humaines et syst d'informat° et des techn administratives.	Consultation restreinte internationale	130 077 337	130 077 337				100%
41	SOCOFEP	BENIN	Contrat n°109/MCPPD/DC/SG/DGRHP/ DPPD/PDRH du 23 septembre 2003 relatif à la fourniture	Consultation restreinte internationale	814 355 550			529 742 250	284 613 300	100%

			d'assistance technique à la cellule de Coordination du PDRH et un avenant de FCFA 70796250 HT et un avenant de FCFA 85940800 TTC							
42	FIDEXCA	BENIN	Contrat n° 76/MFE/ MCPPD/ DC/CNMP/SP du 17/05/2004 relatif au recrutement d'un cabinet en vue d'auditer les comptes du PDRH exercice 2002 et 2003	Consultation restreinte internationale	10 001 000	10 001 000				100%
43	CNERTP	BENIN	Contrat n° 326/MFE/ MCPPD/ CNMP/SP du 24/11 /2004 relatif aux études de sol de fondation dans le cadre des travaux de constructions des infrastructures socio-éducatives et sanitaire	Consultation restreinte internationale	46 108 000	46 108 000				100%
44	CNERTP	BENIN	Contrat n° 321/MFE/ MCPPD/ CNMP/SP du 24/11 /2004 relatif aux études de sol de fondation LOT 2 SANTE	Consultation restreinte internationale	8 948 200		8 948 200			85%
45	CNERTP	BENIN	Contrat n° 100/MFE/ MCPPD/ CNMP/SP du /2004 relatif aux études de sol de fondation SE TOTCHANGNI	Consultation restreinte internationale	9 466 200		9 466 200			85%
46	SOCOTEC	BENIN	Contrat n° 322/ MFE/MCPPD/CNMP /SP du 24/11/2004 relatif au contrôle decennal des travaux de constructions des infrastructures socio-éducatives et sanitaire	Consultation restreinte internationale	51 265 000	51 265 000				100%
47	SOCOTEC	BENIN	Contrat n°009/ MFE/MCPPD/CNMP /SP du 24/11/2004 relatif aux contrôle	Consultation restreinte internationale	31 960 000		31 960 000			85%

			decennal des travaux de constructions de 23 centres de santé et du batiment de la DRH							
48	TECSULT	BENIN	Contrat n° 110/MFE/MCPPD/CNMP/SP du 23/05/2005 relatif au recrutement d'un cabinet en vue de l'élaboration du schémas directeur de l'enseignement technique au Bénin	Consultation restreinte internationale	135 000 000			135 000 000		100%
49	BeCG	BENIN	Contrat n° 113/MFE/MCPPD/CNMP/SP du 23/05/2005 relatif au recrutement d'un cabinet en vue de la réalisation de l'étude sur la situation de l'emploi en milieu rural	Consultation restreinte internationale	251 310 000	251 310 000				100%
50	CNERTP	BENIN	Contrat n°92/MFE DNMP/SP du 07/04/ 2006 relatif au contrôle géotechnique des travaux de construct° des infra structures socio-éducatives et sanitaires	Consultation restreinte internationale	123 540 000	123 540 000				100%
51	CNERTP	BENIN	Contrat n° 91/MFE DNMP/SP du 07/04/ 2006 relatif au contrôle géotechnique des travaux de construct° de 23 centres de santé et du batiment de la DRH	Consultation restreinte internationale	70 060 000		70 060 000			85%
52	FIDEXPERT	BENIN	Contrat n° 94/MFE DNMP/SP du14/06/ 2006 relatif à la mise en place des procédures comptables	Consultation restreinte internationale	15 715 000	15 715 000				100%
52	CNERTP	BENIN	Contrat n°608/MCEPDEAP/DNMP/SP de BENIN CONSULTING GROUP	Consultation restreinte internationale	165 460 000		165 460 000			100%
53	CANATEC	BENIN	Contrat n° 623/MEF/MPDEAP/DNMP/SP du	Consultation restreinte	261 900 000	161 900 000		100 000 000		100%

			24/06/2008 relatif à la formation des formateurs des centres de métiers de Pahou et Nikki	internationale						
53	CDM CONSULTANTS	BENIN	Contrat n° 134/MFE/DNMP/SP du 05/06/2006 relatif au recrutement d'un cabinet en vue d'auditer les comptes du PDRH exercice 2004 et 2004	Consultation restreinte internationale	14 873 869	14 873 869				100%
53	INMES	BENIN	Contrat n° 105/MCPPD/DC/G/DGRHP/DPPD/PDRH du 03/10/2003 relatif à la formation de 36 Paramédicaux, de 12 infirmiers diplômés d'Etat, de 12 sages femmes diplômées d'Etat et de 12 techniciens de laboratoire	Gré-à-gré	71 992 800				71 992 800	100%
53	INMES	BENIN	Contrat n° 107/MCCAG-PD/DC/SG/DGRHP/DPPD/PDRH du 23/09//2003 relatif à la formation de 14 agents candidats de l'AOMPCEs retenus pour la formation de l'INMES	Gré-à-gré	14 000 000				14 000 000	100%
53	ENIAB	BENIN	Contrat n° 075/MCCAG-PD/DC/SG/DGRHP/DPPD/PDRH du 17/06//2003 relatif à la formation de 14 agents candidats de l'AOMPCEs retenus pour la formation de l'ENIAB	Gré-à-gré	6 000 000				6 000 000	100%
54	ENAAH	BENIN	Contrat n° 110/MCPPD/DC/G/DGRHP/DPPD/PDRH du 23/09/2003 relatif à la formation de 60 agents de santé retenus pour l'ENAAH	Gré-à-gré	90 000 000				90 000 000	100%

55	FIDEXCA	BENIN	Contrat n° 238/MFE/DNMP/SP du 28/06/2007 relatif au recrutement d'un cabinet en vue d'auditer les comptes du PDRH exercice 2006-2008	Consultation restreinte internationale	10 800 000	10 800 000				100%
56	DSF	BENIN	Contrat n° 489/MEF/ MPDEAP/ DNMP/SP du 30/05/2008 relatif à la formation de 40 Relais communautaires pour la santé reproductive	Consultation restreinte internationale	25 297 560			25 297 560		100%
SOUS TOTAL3					3 813 131 227	1 322 298 656	545 544 400	1 478 682 070	466 606 100	
TOTAL					12 329 982 025	6 482 313 353	3 374 106 088	1 478 682 070	994 880 513	

## Annexe 6

### B. CONTEXTE DU PROJET

Défi de développement sur lequel porte le projet - Le projet a pour défi la réduction de la pauvreté, objectif principal du Plan d'orientation du Gouvernement. En 1998, 34% de la population souffrait de pauvreté monétaire; la pauvreté touchait particulièrement la population rurale : 67% contre 55% de la population urbaine. L'Indicateur de développement humain de 0,378 plaçait le Bénin au 145ème rang du classement mondial et la croissance démographique s'élevait à 3%.

Défis sectoriels :

i) Le secteur éducatif est marqué par le manque d'infrastructures au primaire en secteur rural (ex TBS de 50,2% dans le Borgou et 59,7% dans l'Atacora contre une moyenne nationale de 70,5%) et au secondaire (TBS national : 14,6%). Le système est frappé par une faible efficacité interne due au déficit en inspecteurs et aux lacunes de formation pédagogique des enseignants (la faiblesse interne du système éducatif transparaît dans les taux d'abandon élevés de 10 et 11,7% dans le primaire et le secondaire.) Les dispositifs de formation professionnelle ne répondent pas aux attentes des acteurs économiques.

ii) Le secteur de la santé se caractérise par une insuffisante couverture en infrastructures entraînant des lacunes relatives à : i) la santé maternelle et infantile (taux de mortalité respectivement de 235 et 94 pour 100 000 naissances, état nutritionnel défectueux), ii) lutte contre le paludisme et le VIH/ SIDA, dont la prévalence de 3,8% au niveau national peut doubler en zone rurale.

iii) Le développement communautaire est contraint par la fragilité éducative, économique, juridique et médicale des femmes qui n'ont pas les capacités de participer au développement économique.

Activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant année dernière- Les projets sociaux (4) représentent 21% du portefeuille actif et portent sur l'éducation (Education IV, 12 M UC) et la santé (développement du système de santé III, 22 M UC et le projet d'appui à la lutte contre le VIH/Sida, 2,7 M UC), la réduction de la pauvreté (11 M UC). Leur performance (2) est inférieure à la performance globale (2,18), le taux de décaissement étant relativement faible (32% pour un âge moyen de 6,9 ans).

Activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet-

Le portefeuille social de la BM se compose de programmes concernant la lutte contre le VIH/Sida (35 M USD) et le paludisme (31 M USD), le renforcement des performances du système de santé (22,8 M USD), la réduction de la pauvreté (don de 30 M USD), l'éducation primaire et pour tous à travers l'initiative Fast track (en cours). L'Union Européenne intervient dans le développement local, notamment aux niveaux de l'accès aux services sociaux de base et du développement équilibré du territoire (45 M € prévus sur la période 2008 -2010). Les bilatéraux (Allemagne - GTZ, Etats Unis - USAID, Belgique, Japon, France, Danemark) interviennent également dans le développement communautaire, la formation professionnelle et l'éducation primaire.

**CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.**

Concernant la composante II :

- i) éducation : peu d'indicateurs cible (ex : nombre d'élèves par maire attendu, taux d'achèvement sexospécifique),
- ii) formation professionnelle : peu d'indicateurs concernant les rendements (ex : % de sortants ayant un emploi à la sortie, % taux d'abandon, % de filles inscrites dans les centres d'apprentissage...),
- iii) santé: les indicateurs sont peu lisibles : le nombre de consultation pour traitement de paludisme passe de 34% en 1998 à 20% en 2004. Le taux de contamination du SIDA par voie sexuelle sur le total des contaminations passe de 92% à 40% des cas sur la même période. Il serait plus judicieux d'adopter les indicateurs de base (taux de mortalité infantile liée au paludisme, taux de prévalence du VIH/Sida pour la tranche d'âge visée),
- iv) réduction de la pauvreté : les objectifs sont vagues et peu mesurables : le document d'évaluation vise la réduction des dépenses liées à l'achat des médicaments suite à l'adoption de comportements sanitaires prudents. Le gain financier par foyer n'est pas estimé.

### D. RESULTATS ET RENDEMENTS

3. Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus

Secteur éLe taux d'achèvement (65%) demeure en dessous de la cible (77%). La loi sur la gratuité scolaire au niveau primaire maintient une forte tension sur les infrastructures et les équipements ainsi que sur les maîtres. Le ratio élèves par enseignant s'est dégradé au niveau public (passant de 48,3 en 1994 à 50 en 2005). En 2009, il s'élève à nouveau à 48,3 mais demeure inférieur à la cible du PDDSE (47,1). Les disparités entre les départements (notamment le ratio maître/élèves et dotation en manuels) se creusent. Ces résultats traduisent un problème d'allocation des ressources en fonction des besoins. L'absence de carte scolaire pénalise le pilotage du système. La faible qualification des professeurs pèse également sur la qualité. Le taux de qualification du corps enseignant s'est considérablement dégradé entre 1995 et 2002. En 1995, 87,6% d'enseignants étaient qualifiés ; ce taux est tombé à 51,5% en 2002 du fait de l'accroissement des enseignants communautaires non qualifiés. Le programme de formation continue de 2 ans des agents contractuels d'Etat (environ 10000 enseignants) et le recrutement des agents permanents d'Etat parmi les diplômés des Ecoles Nationales d'Instituteurs (ENI) tend à accroître la qualification des professeurs.

#### E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET, UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS

La corruption affecte les procédures administratives. L'Unité de gestion de projet aurait notamment été contrainte de verser des sommes à la CAA pour le déblocage de certains dossiers.

#### F. MISE EN ŒUVRE

Respect des calendriers - Le projet, prévu pour être réalisé sur 57 mois, a connu un retard de démarrage de 17 mois. Le retards sont de divers ordres :  
*i) Délais de ratification et de mise en vigueur des accords de prêts (date de signature du prêt : 11 juillet 2000, date d'entrée en vigueur : 26 décembre 2001)*

*ii) Difficultés récurrentes liées aux déblocages des fonds de la contrepartie (en 2006, sur un besoin de financement de 817.216.000 FCFA, il a été prévu seulement 220.000.000 FCFA, en 2008, sur un besoin de financement de 462.000.000 FCFA, il a été prévu seulement 400.000.000 FCFA au PIP). Certaines activités financées à 100% sur la contrepartie souffrent de cette situation. C'est le cas de la formation des 268 agents de santé, des 20 techniciens de laboratoire et des 200 relais communautaires pour la lutte contre le paludisme et le sida.*

*iii) Lourdeurs administratives, qui s'observent tout au long de la chaîne de passations de marché (le délai moyen de passation des marchés est en moyenne de 13 mois, depuis la soumission du DAO à la BAD pour avis jusqu'à la signature des contrats). Ces lenteurs constituent un handicap à la consommation des crédits dans un temps raisonnable. Les freins à la célérité se trouvent aux étapes d'obtention des avis de la DNMP et de la BAD sur les DAO et sur les rapports d'analyse, puis lors de la signature des contrats par la CAA.*

Compte-tenu des retards, certaines firmes ont préfinancé des activités, notamment d'assistance techniques. Ainsi, IDECOM/LLC a préfinancé les activités d'assistance technique au MSP et au MPSF. De même, la firme SOCOFEP INC a préfinancé les formations de longue durée (3 ans) en économie coopérative de 2 agents du Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS), suivies par le déroulement des 3 autres modules (Planification de Développement, Genre et Développement et Mobilisation Sociale) à l'Institut Supérieur Panafricain d'Economie Coopérative (ISPEC).

*iv) Lenteur du rythme des travaux en raison : i) des faibles capacités techniques, organisationnelles et financières des entreprises, ii) de la dispersion des sites et leur accessibilité réduite, iii) des délais de paiement de certaines factures, et iii) de causes exogènes : pluviométrie excessive de septembre- octobre 2007, pénurie de ciment de janvier à juin 2008 due aux chantiers prioritaires pour l'organisation du sommet de la CEN-SAD à Cotonou.*

Performance des consultants : Les ministères techniques rencontrent des difficultés à évaluer la qualité des bureaux d'études ayant réalisé les assistances techniques des composantes 1 (réalisation de systèmes statistiques et de planification, élaboration d'un schéma directeur pour la formation technique et professionnelle) et 2 (étude sur l'emploi en milieu rural, élaboration de programmes de formation). Ces assistances techniques n'ont pas été suivies d'application concrète.

#### 3. Harmonisation.

Un Fonds Commun Budgétaire (FCB) a été créé par un groupe de PTF, multi- et bilatéraux, afin de soutenir la mise en oeuvre du Plan Décennal du Développement du Secteur de l'Education (PDDSE 2006 -2015) défini comme le cadre stratégique gouvernemental. Il rassemble l'IDA (administratrice de l'initiative Fast Track), le Royaume des Pays Bas, la Banque Allemande de Développement, le Royaume du Danemark et l'Agence française de Développement. L'arrangement de financement conjoint vise à mettre en oeuvre les principes de la déclaration de Paris, à savoir l'harmonisation accrue des pratiques des donateurs en matière de mise en oeuvre des appuis sectoriels (conditions, modalités d'exécution et de suivi-évaluation) et s'élève à 49 656 342 milliers de FCFA sur la période 2008-2010 (montants indicatifs).

## H. LECONS TIRES DE L'EVALUATION

Les recommandations extraites de la revue de portefeuille sont :

- i) Réduire les délais de ratification et de mise en vigueur des accords de prêts;*
- ii) Accroître l'implication des Ministères sectoriels aux différentes phases du cycle du projet : à l'évaluation, pendant le suivi-évaluation, et à l'élaboration des leçons à tirer de l'exécution;*
- iii Etablir des contrats de performance avec les cellules d'exécution du projet : les coordonnateurs doivent être liés par un contrat de performance avec le Gouvernement, les personnels des cellules doivent être mieux formés aux procédures de la Banque et à la culture de l'évaluation;*
- iv) Accroître la coordination de l'aide extérieure : La coordination de l'aide extérieure incombe au Ministère de l'Economie et des Finances à travers la Caisse Autonome d'Amortissement et au le Ministère Chargé de la Prospective, du Développement, de l'Evaluation des Politiques Publiques et de la Coordination de l'Action Gouvernementale à travers la Direction Générale des Investissements et du Financement du Développement (DGIFD) et la Direction Générale des Politiques de Développement. Le rôle de chaque structure doit être clarifié.*
- v) Veiller au paiement régulier de la contrepartie*

## Programme de la mission

Date	Heure	Activité	Lieu
Dimanche 19/09/2010	4h30	Arrivée de la mission et installation à l'hôtel	Cotonou
	9h 00 – 11h 00	Séance de travail avec les responsables du PDRH	PDRH
Lundi 20/09/2010	16H 00 - 17h 00	Rencontre avec le Directeur de la Prospection des Financements/DGIFD	DGIFD
	17h 00 – 18h 00	Séance de travail avec le point focal BAD à la DGIFD et le Comptable du PDRH	PDRH
Mardi 21/09/2010	8h00 - 12H 00	Réception provisoire des équipements du lot EQ4 et EQ6 livrés par MASCIDI pour les départements de Oue/Plat	Direction Départementale de Porto Novo
	15h00 – 18h00	Réception provisoire des équipements du lot EQ4 et EQ6 livrés par MASCIDI pour les départements de l'Atlantique et du Littoral	Direction Départementale de Cotonou
	18h30- 19h00	Séance de travail avec l'aide-comptable	PDRH
	20h00- 20h30	Réunion de concertation de l'équipe	Hôtel
Mercredi 22/09/2010	8h00 – 9h00	Séance de travail avec le coordonnateur du PDRH et avec le point focal BAD à la DGIFD	PDRH
	16h00- 17h00	Réception provisoire des équipements livrés par MASCIDI Foyer de jeunes filles Ouidah, Centre de formation professionnelle Pahou	Ouidah
	10h00-13h00 17h00 – 19h00	Réunion d'information au PNUD Séance de travail avec la CAA	Cotonou CAA
Jeudi 23/09/2010	9h00- 10h30	Ministère de l'enseignement secondaire – DRH DFQP Directrice de la formation et de la qualification professionnelle	Cotonou
	11h00-12h00	Séance de travail avec la DGIFD (point focal BAD)	Hôtel
	8h30 – 10h00	MESFTP	MESFTP
	10h30 – 11h15	Séance de travail avec l'entreprise Dyjesck	PDRH
Vendredi 24/09/2010	11h30 – 12h30	Réunion d'information à la Banque mondiale	Cotonou
	16h30- 17h30	Séance de travail avec le bureau de contrôle – Almega BTP	Cotonou
Samedi 25/09/2010	7h30 – 19h00	Avec le concours de l'assistant en génie civil, visite de :	□
	□	- Centres de santé - Unité villageoise de santé	Tangbo-Djevie Wawata

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre de métiers</li> <li>- Centre de promotion sociale</li> </ul>	Pahou Kpinnou (Athiémé)
Dimanche 26/09/2010	10h00-12h00	Etude des rapports fournis par le PDRH	Hôtel
	15h00-17h00	Séance de travail sur la rédaction de l'aide-mémoire	Hôtel
Lundi 27/09/2010	8h30-10h30	Séance de travail au PDRH avec l'aide-comptable	Cotonou
	11h00-12h30	DPP et DRH- Ministère de la santé	Cotonou
	9h00 – 17h00	Séance de travail la Direction générale des investissements et du financement du développement et les responsables du projet Education IV	MESFTP
Mardi 28/09/2010	16h00	DPP, DRH, Direction de la statistique - Ministère de la famille et de la solidarité nationale	Ministère de la famille et de la solidarité nationale
	18h30 – 19h00	Séance de travail avec la coordination principale	Hôtel
	8h00 – 10h00	Séance de travail avec le coordonnateur et l'aide-comptable du projet PDRH	Cotonou
Mercredi 29/09/2010	11h00 – 13h00	Séance de travail avec le DPP et la coordonnatrice PDRH au Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire	Porto Novo
	15h00 – 17h00	Séance de travail avec le coordonnateur et l'aide-comptable du projet PDRH	PDRH
Jeudi 30/09/2010	17h00-19h00	Rédaction de l'aide-mémoire	
	17h00-19h00	Séance de travail avec le PDRH	Hôtel
Vendredi 01/10/2010	9h00- 11h00	Séance de travail avec le PDRH	PDRH
	12h00-13h00	Réunion avec la DGPD	DGPD
	15h00	Réunion de restitution et signature de l'aide-mémoire	DGIFD
Dimanche 03 /10/2010		Retour à Tunis	

## Acronymes

### Liste des acronymes

AFD : Agence française de développement

AGR : Activité génératrice de revenus

BAD : Banque Africaine de Développement

BM : Banque mondiale

CAA : Caisse autonome d'amortissement / Ministère de l'économie et des finances

CCS : Complexes communaux de santé

CDPF : Code Des Personnes et de la Famille

CEG : Collège d'enseignement général

CIPEN : Direction du développement professionnel, Coordination nationale des initiatives et emplois nouveaux

CM : Centre de métier

CNRHP : Commission Nationale des Ressources Humaines et de la Population

CPS : Centre de promotion sociale

CSSP: Complexes de santé de sous-préfecture

DNPP : Direction Nationale du Plan et de la prospective

DPP: Direction de la programmation et de la prospective

FECECAM : Fédération des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel  
Fédération des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel

IDA : Association internationale pour le développement

IDH : Indice de développement humain

IEC : Information Education et Communication

IIEP : Institut International de Planification de l'Éducation

INFRE : Institut National de Formation et de Recherche en Education

INMES : Institut national médico-social

ISPEC : Institut Supérieur Panafricain d'Economie Coopérative

MENRS : Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique

MEPS : Ministère des Enseignements primaires et secondaires

MESFTP : Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle

METFP : Enseignement technique et formation professionnelle devenu le MESFTP : Ministre de l'Enseignement secondaire, de la Formation Technique et professionnelle

MEUH : Ministère de l'environnement, de l'urbanisme et de l'Habitat

MFSN : Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale (remplace le MPSF : Ministère de la protection sociale et de la famille devenu le Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale)

MFSN : Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale

MPDEPP - CAG : Ministère de la prospective, du développement, de l'évaluation des politiques publiques et de la coordination de l'action gouvernementale (remplace le MPDEAP : Ministère de la Prospective, du Développement et de l'Evaluation de l'Action Publique)

MS : Ministère de la Santé (remplace le MSP : Ministère de la Santé Publique)

MSC : Minimum Social Commun

OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole

P/M : Personne par mois

PIP : Programme d'investissement public

PNLP : Programme national de lutte contre le paludisme

PNLS : Programme national de lutte contre le sida

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PTF : Partenaires Techniques Financiers

RH : Ressources humaines

SIPSEA : Système informatisé de Planification, de Suivi, et d'Evaluation des Activités au Ministère de la famille et de la solidarité nationale

UC : Unité de Compte

UCD : Unité communautaire de développement

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

WiLDAF/FeDDAF : Women in Law and Development in Africa/Femmes, Droit et Développement